

## Evaluation des systèmes judiciaires (2020 - 2022)



Lituanie

Generated on : 30/09/2022 11:00

**Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)**

**Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021**

### **Objectif :**

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35ème réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2022.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

### **Instruction :**

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

## **1. Informations générales et financières**

### **1.1. Données démographiques et économiques**

#### **1.1.1 Habitants et informations économiques**

##### **001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)**

[ 2 795 680 ]



=

**002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).**

|                                                                                                         | Montant                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| Niveau national ou fédéral                                                                              | 16 823 500 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales) | 3 105 883 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |

Commentaires The state budget, the consolidated expenses of SODRA and PSDF for 2020 amount to 16,823.5 million Euros; Almost 1.9 billion EUR - EU support funds. 2020 state budget expenditures were 4.2 billion higher than in 2019 and were focused on addressing the challenges posed by the quarantine resulting from the COVID-19 pandemic. In fact, state budget appropriations exceeded state budget revenues (together with EU and other international financial support funds) by 4.6 billion euros. The costs were financed by borrowed funds.

The figure of regional level indicates the expenditure of all (60) Lithuania municipalities. The growth of municipal budgets is due to the growing economy (although it was already Covid), as income from personal income taxes is increasing (wages are rising), income from property taxes is increasing as property values increase.



=

**003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence**

[ 17 510 ]

Commentaires [http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=nama\\_10\\_pc&lang=en](http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=nama_10_pc&lang=en)

**004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence**

[ 17 143 ]

[ ] NA

Commentaires Annual salary growth has been affected by the increase in the minimum monthly salary since the beginning of the reference year, the base salary of state politicians, judges, state politicians, judges, civil servants, civil servants and employees of budgetary institutions, changes in the procedure for calculating tax-free income and other reasons.

**005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1**

[            ]

Autorisation de décimales : 5

[ X ] NAP

Commentaires

**A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : Official Statistics Portal <https://osp.stat.gov.lt/pagrindiniai-salies-rodikliai>  
[http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=nama\\_10\\_pc&lang=en](http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=nama_10_pc&lang=en)

## 1.1.2Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/ ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

|                                                                                                                           | Budget approuvé (en €)          | Budget exécuté (en €)           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| <b>TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)</b> | 89 027 300<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 88 413 998<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)</b>                                                                | 77 957 532<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 77 766 593<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)</b>                                                     | 2 253 838<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 2 484 139<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>2.1 Investissements dans l'informatisation</b>                                                                         | 1 329 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 1 545 070<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux</b>                                                        | 924 838<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 939 069<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    |
| <b>3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)</b>                       | 606 397<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 607 156<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    |
| <b>4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)</b>                 | 3 298 227<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 2 917 104<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)</b>                                | 1 053 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 742 108<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    |
| <b>6. Budget public annuel alloué à la formation</b>                                                                      | 206 358<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 183 316<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    |
| <b>7. Autres (veuillez préciser)</b>                                                                                      | 3 651 948<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 3 713 582<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : "Other" includes other finances for expenses of the courts (telecommunications, post, transport, paper, etc.). The implemented budget allocated for "other" items increased due to an increase in service prices. The main difference in budget implementation is in the investment in new court buildings (and repair of other buildings) because of procurement problems and the problems with building companies.

In 2020 the National Courts Administration started to implement a new programme dedicated to the courts, financed by European Economic Area (EEA) and Norway funds (in the 2020 budget those funds make up around 1 million €). Accordingly the budget allocated to computerisation increased in 2020 (approved and implemented).

The increase in the budget allocated to court buildings (maintenance, operating costs) is also a consequence of the increase in service

prices.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

|                                                                                                | Budget approuvé (en €)                                            | Budget exécuté (en €)                                             |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public                      | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |
| Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire                      | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |
| Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | <input type="checkbox"/> X ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

|                             | Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?                                                                     |
|-----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| en matière pénale           | <input type="checkbox"/> ( ) Oui, au début de la procédure<br><input type="checkbox"/> ( ) Oui, à un stade ultérieur<br><input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Non |
| en matière autre que pénale | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui, au début de la procédure<br><input type="checkbox"/> ( ) Oui, à un stade ultérieur<br><input type="checkbox"/> ( ) Non |

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe , veuillez préciser ces exceptions :

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- Article 80 of the Code of Civil Procedure establishes the amounts of stamp duty (court fee). According to the system, established in this article, the stamp duty in non-property cases is an exact amount of money, though in property (pecuniary) cases the calculation of stamp duty is combined with proportional and ordinary value. Article 80(1) of the Code of Civil Procedure establishes court fees: 1) in pecuniary disputes – depending on the claimed amount: - for claims up to 30 000 EUR – 3 % of claimed amount, but not less than 20 EUR;

- for claims from 30 000 EUR up to 100 000 EUR – 900 EUR plus 2 % of claimed amount, exceeding 30 000 EUR;

- for claims over 100 000 EUR – 2300 EUR plus 1 % of claimed amount, exceeding 100 000 EUR.

The maximum stamp duty payable for one claim in pecuniary cases shall not be more than 15 000 EUR;

2) in other disputes – different court fees depending on the substance of the case.

A request to impose provisional measures shall require the payment of the stamp duty of 50 EUR.

For a petition against an arbitration decision an official fee of 500 EUR shall be payable.

An appeal, appeal in cassation against the court decision or application to renew proceedings shall be subject to the same stamp duty

as the claim in this case.

Where the procedural documents referred to in this Article are submitted to the court by means of electronic communications, the stamp duty of 75 per cent of the payable stamp duty amount shall be paid for the relevant procedural document, but not less than 5 EUR. The same stamp duty relief applies if parties tried to solve their dispute in mediation before going to a court.

It shall be noted that according to the Code of Civil Procedure the courts index the stamp duty, except calculated in percent, by taking into consideration the quarter's consumer price index, if it is greater than 110. The applied index is calculated in the period of the law, where the stamp duty is defined, till every quarter.

Following Article 35 of the Law on Administrative Proceedings, the stamp duty of 30 euros shall be paid in administrative proceedings for each complaint/application, regardless of the number of claims asserted therein. An appeal against the court decision shall be subject to the stamp duty of 15 euros. Where the complaints/applications referred to in this Article are submitted to the court by means of electronic communications, the stamp duty of 75 per cent of the payable stamp duty amount shall be paid for the relevant complaint/application. Article 158(3) of the Law on Administrative Proceedings states that an application to renew proceedings shall be subject to the stamp duty of 30 euros.

## 008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[ 90 ]

[ ] NA

[ ] NAP

Commentaires

## 009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[ 9 600 000 ]

[ ] NA

[ ] NAP

Commentaires

## 012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

|                                                                                                                       | TOTAL                          | Affaires pénales    | Affaires autres que pénales |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|---------------------|-----------------------------|
| <b>TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)</b>                                 | 7 121 598<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP         |
| <b>12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)</b>                        | 549 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | [ ] NA<br>[ X ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP         |
| <b>12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)</b> | 6 572 598<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP         |

Commentaires The increase of funding was aimed at enhancing the effectiveness of the state-guaranteed legal aid.

Approved public budget for legal aid was € 7121598 (€ 549000 for primary legal aid (the provision of legal information, legal advice and drafting of the documents to be submitted to state and municipal institutions and certain simple procedural documents) and € 6572598 for

secondary legal aid (drafting of documents, defence and representation).

### 012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

|                                                                                                                          | TOTAL                          | Affaires pénales    | Affaires autres que pénales |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|---------------------|-----------------------------|
| <b>TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)</b>                                 | 7 107 952<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP         |
| <b>12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)</b>                         | [ X ] NA<br>[ ] NAP            | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP         |
| <b>12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques )</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP            | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP         |

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Implemented public budget in 2020 was € 7107952 as €13646 of funds allocated to primary legal aid were unused and given back to the state budget.

=

### 012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :

|                                                   | L'aide judiciaire inclut:       |
|---------------------------------------------------|---------------------------------|
| <b>La couverture des taxes / frais de justice</b> | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>L'exonération des taxes / frais de justice</b> | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |

Commentaires

=

### 012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

|                                                   | Montant calculé/estimé inclus   |
|---------------------------------------------------|---------------------------------|
| <b>La couverture des taxes / frais de justice</b> | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>L'exonération des taxes / frais de justice</b> | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |

Commentaires Budget for state guaranteed legal aid includes the amount allocated for primary legal aid (the provision of legal information, legal advice and drafting of the documents to be submitted to state and municipal institutions and certain simple procedural documents) and the amount allocated for secondary legal aid (drafting of procedural documents, defense and representation, coverage of litigation costs). Separate data on the coverage of court fees is not collected.

=

### 013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

|                                                                                   | Budget approuvé (en €)          | Budget exécuté (en €)           |
|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| <b>Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)</b> | 37 323 466<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 37 129 523<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public</b>        | 25 158<br>[ ] NA<br>[ ] NAP     | 24 146<br>[ ] NA<br>[ ] NAP     |

Veillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : In 2020 the decrease in the state budget funds allocated to the training of prosecutors was influenced by objective reasons. It should be noted that the Prosecutor's Office participates in a wide range of international projects, from which it receives funding for capacity building activities. Also, individual trainings, traineeships and exchanges are funded by the European Judicial Training Network. In this context, there was no increased need for funds from the state budget for the training of prosecutors in 2020. In addition, the decrease in the need for allocations in this area has also been influenced by the onset of the COVID-19 pandemic.

=

### 014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

|                                             | Préparation du budget global des tribunaux | Adoption/approbation du budget global des tribunaux | Gestion et répartition du budget entre les tribunaux | Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national |
|---------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| <b>Ministère de la Justice</b>              | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP            | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                     | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                      | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                          |
| <b>Autre ministère</b>                      | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP            | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                     | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                      | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP                          |
| <b>Parlement</b>                            | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP            | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP                     | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                      | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                          |
| <b>Cour Suprême</b>                         | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP            | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                     | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                      | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                          |
| <b>Conseil Supérieur de la Magistrature</b> | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP            | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP                     | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP                      | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                          |
| <b>Tribunaux</b>                            | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP            | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                     | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                      | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                          |
| <b>Organisme d'inspection</b>               | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP            | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                     | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                      | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP                          |
| <b>Autre</b>                                | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP            | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                     | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                      | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP                          |

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser : Other Ministry is the Ministry of Finance, Inspection body is the State Audit Institution, Other is the National Courts Administration.

**014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ?**  
**En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :**

|                                          | Critères utilisés                         | Critères principaux                       |
|------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------|
| Coûts budgétaires des années précédentes | <input checked="" type="checkbox"/> [ X ] | <input type="checkbox"/> [ ]              |
| Evaluation des besoins particuliers      | <input checked="" type="checkbox"/> [ X ] | <input checked="" type="checkbox"/> [ X ] |
| Nombre de juges/non juges                | <input checked="" type="checkbox"/> [ X ] | <input checked="" type="checkbox"/> [ X ] |
| Nombre d'affaires nouvelles              | <input type="checkbox"/> [ ]              | <input type="checkbox"/> [ ]              |
| Nombre d'affaires pendantes              | <input type="checkbox"/> [ ]              | <input type="checkbox"/> [ ]              |
| Nombre d'affaires terminées              | <input type="checkbox"/> [ ]              | <input type="checkbox"/> [ ]              |
| Autre                                    | <input type="checkbox"/> [ ]              | <input type="checkbox"/> [ ]              |

☐ [ ] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser :

**014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?**

|                                                           | Préparation du budget                                    | Arbitrage et répartition du budget                       | Gestion quotidienne du budget                            | Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget        |
|-----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| Président du tribunal et/ ou juge(s)                      | ( X ) Oui<br>( ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP |
| Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges | ( X ) Oui<br>( ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP |
| Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))                     | ( ) Oui<br>( X ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP |
| Autre                                                     | ( X ) Oui<br>( ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP |

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire : "Other" is the chief accountant of the court.

**A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : National Courts Administration



### 1.1.3.Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice



**015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :**

|                                                                             | Budget approuvé (en €)           | Budget exécuté (en €)            |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| <b>Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €</b> | 272 969 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 260 977 200<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The data above and here below is presented according to the Law on the approval of State and municipal budget financial rates for 2020 (Law of 17th December, 2019 No. XIII-2695):

- the adjusted total was 259 255 000 (adjusted- 272 969 000);

- courts (excluding the budget of the National Courts Administration for computerization, investment in new buildings, expertise, building repair, trainings, which is included in the budget item of the National Courts Administration) - budget approved 83 444 000, budget adjusted 83 485 700, budget implemented 83 445 100;

- public prosecution services - budget approved 36 839 000, budget adjusted 37 323 500, budget implemented 37 129 500. 194 000 was not used because no repairs were carried out in the building of the General Prosecutor's Office due to protracted public procurement procedures, invoices for December services and goods were received and paid in 2021, less funds were paid to the rapporteurs, the announced quarantine resulted in savings for business trips, representation and training.

- Ministry of Justice (including prison system) – budget approved 124 859 000, budget adjusted 139 286 400, budget implemented 128 370 800. 1) 35 466 000 was approved for the Ministry of Justice, the adjusted plan was 33 062 700, and EUR 29 583 200 was used. Compared to the revised plan, 3 479 500 has not been used. Part of this amount (1 794,000) was not used due to the planned modernization of registers and information systems not performed in time by the SE Center of Registers of the project implementer. Other funds were not used due to unused (carried over) income contributions, Norwegian financial assistance funds, as well as planned missions not carried out under quarantine conditions, less purchases of goods and services, and other current cost savings.

The budget for secondary legal aid is included in the budget of the Ministry of Justice. The budget for the whole justice system as presented does not include budget for primary legal aid. The Ministry of Justice implemented less budget because of the economy due to reorganisation, the staff's change and illness, because of the economy of the budget for the acquisition of long-term assets, because the budget for investment was not implemented at the whole scale in the subordinate institution, also because of decreased workload of the advocates providing secondary legal aid;

- prison system - budget approved 89 393 000 (budget adjusted - 106 223 700, budget implemented 98 787 500). Not used 7 436 200 as part of the public procurement, part of the suppliers and contractors did not fulfill their obligations due to the announced quarantine, the funds of the State Investment Program of 1 945 400 and the funds of 5 490 800 allocated for the implementation of the Economic Stimulation Plan were not used.

- the Constitutional Court – budget approved 2 290 000, budget adjusted - 2 291 500, budget implemented 2 099 800. 191 700 was not used, because without the appointment of new judges of the Constitutional Court, the planned severance pay was not paid to the expiring judges, as well as due to the quarantine introduced in the country, funds for transport, business trips, training, utilities, representation, repairs or goods and property were saved.

- the National Courts Administration – budget approved 11 823 000, budget adjusted - 10 581 900, budget implemented 9 932 100.

Unused 649 800 Eur. The largest part of the funds (EUR 551,300) was not used for the implementation of state investment projects: "Vilnius Region District Court Ukmerg Palace building in Ukmerg, Deltuvos str. 17A, construction", "Improvement of quality, services and infrastructure in Lithuanian courts", "Acquisition of a centralized payroll system", "Vilnius court building in Vilnius, Šeimyniški str. 28, construction" from the state budget funds planned in the State Investment Program, it was decided not to implement due to the excessive cost of construction works. Also, due to the announced quarantine, the planned business trip did not take place, visits to Lithuania were not organized, less funds were used for salaries, some suppliers did not fulfill their contractual obligations by the end of

the year, therefore it was not possible to settle accounts with them.

In 2019 the tax system on wages has changed, increasing wages by the amount of social security contributions (19.5%). Until 2018, wages and social security taxes have been allocated separately.

## 015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

|                         | Inclus                         |
|-------------------------|--------------------------------|
| <b>Tribunaux</b>        | ( X ) Oui<br>( ) No<br>[ ] NAP |
| <b>Aide judiciaire</b>  | ( X ) Oui<br>( ) No<br>[ ] NAP |
| <b>Ministère public</b> | ( X ) Oui<br>( ) No<br>[ ] NAP |

Commentaires

## 015-3. Autres éléments budgétaires

|                                                 | Inclus                          |
|-------------------------------------------------|---------------------------------|
| <b>Système pénitentiaire</b>                    | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Service de probation</b>                     | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Conseil supérieur de la magistrature</b>     | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Conseil supérieur des procureurs</b>         | ( ) Oui<br>( ) Non<br>[ X ] NAP |
| <b>Cour constitutionnelle</b>                   | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Service de gestion du système judiciaire</b> | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Service de l'avocat d'Etat</b>               | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Service de l'exécution</b>                   | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Notariat</b>                                 | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |

|                                                                             |                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Service d'expertise légale                                                  | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| Protection judiciaire de la jeunesse                                        | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| Fonctionnement du ministère de la Justice                                   | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| Services des demandeurs d'asile et réfugiés                                 | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| Service d'immigration                                                       | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus) | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| Autres                                                                      | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |

Si « Autres », veuillez préciser : National Courts Administration

### A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of the Interior of the Republic of Lithuania; Ministry of Finance of the Republic of Lithuania

## 1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

### 015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- The President of the Court, as public authorities and budgetary bodies, shall be the President of the Court. According to the Article 103 of the Law on Courts 1. The President, the Vice-President and the President of the Division shall be court officials who are in charge of the organizational work of the Court in accordance with the procedure established by other laws and legal acts.
- 2. The president of the court appoints judges to the court division, determines the specialization of judges to hear separate categories of cases, approves the structure of the court.
- 3. The President of the Division shall be responsible for directing the work of the Division of the Court and for performing the functions assigned to it by this Division. In addition, the Vice-President of the Court and the President of the Division shall be responsible for the organizational work of the Court entrusted to them by the President of the Court or prescribed by this and other laws.
- 4. The President of the Court organizes and supervises the administrative court, controls compliance with the requirements of the Code of Ethics for Judges. The President of the Court investigates complaints from individuals about primary vice-presidents, section presidents and other non-judicial legal actions, reports of inquiries from interested parties, remedied identified deficiencies in court work, performing another function of the earnings court administration.
- 5. The "President of the Court" supervises that the administrative functions are performed in person, but they must be performed by

the Vice-President (s), the Presidents of the Division, and other lawyers.

6. The President of the Court, performing the functions of internal administration assigned to him, may form administrative activities of the court with a non-judicial legal commission of inquiry, which may be judges or employees of other courts, as well as specialists of other institutions, institutions, scientists and members of the public. The participation of these persons in the administration of justice is based on the principles of transparency, voluntariness and impartiality. The powers of the commission provided for in this Part and the procedure for its formation shall be approved by the Council of Judges.

The Registrar shall be a career civil servant under the authority of the President of the Court. The Registrar heads the court administration. The Registrar (Article 106 of the Law on Courts):

- 1) coordinate and control the activities of the units of the court administration, ensure that the financial, material, intellectual and information resources are optimally managed and used in the implementation of the court's strategic activity plans;
- 2) organize and co-ordinate the preparation and implementation of the court's strategic activity plans;
- 3) approve the regulations of the subdivisions of the court administration, the list of positions and job descriptions of civil servants and employees in accordance with the sample lists and descriptions of positions approved by the Council of Judges;
- 4) appoint and dismiss civil servants and employees of the court in accordance with the procedure established by law, encourage them, grant them benefits, impose official penalties on civil servants and employees of the court or take decisions regarding the violation of employment duties;

Nombre de caractères maximaux : 10 000

## 015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?

- The Prosecution Service consists of the Prosecutor General's Office and 5 Regional Prosecutor's Offices.

The Prosecutor General and Deputy Prosecutors Generals share the responsibility for the management of the Prosecutor General's Office. Each Regional Prosecutor's Office is headed by the Chief Prosecutor and his/her Deputies.

Territorial prosecutor's offices are established, reorganized and liquidated, as well as their status, structure, competence and areas of activity are being determined by the Prosecutor General.

Regional Chief Prosecutors are responsible for balancing the workload of prosecutors and making relevant decisions (to relocate the prosecutor, etc.), have other local administrative responsibilities. They do not have responsibilities for the management of human, financial, IT and other resources. Management of all resources is centralized and performed by the Prosecutor General's office.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

## 2.Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

### 2.1.Aide judiciaire

#### 2.1.1Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

|                  |                             |
|------------------|-----------------------------|
| Affaires pénales | Affaires autres que pénales |
|------------------|-----------------------------|

|                                                             |                                           |                                           |
|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------|
| <b>Représentation devant les tribunaux</b>                  | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>Conseil juridique, ADR et autres services juridiques</b> | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

## New node

### 016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- State-guaranteed legal aid system consists of primary legal aid, secondary legal aid and out-of-court mediation. Primary legal aid includes the provision of legal information, legal advice, drafting of the documents to be submitted to state, municipal institutions, as well as certain procedural documents (e.g. applications for a divorce by a mutual consent of both spouses, agreements on the legal consequences of a divorce, applications for a court orders, objections to a creditor's application for a court order). Primary legal aid also covers advice on the out-of-court settlement of a dispute, actions for the amicable settlement of a dispute and drafting of a settlement agreement, but shall not cover completion of declarations submitted to tax authorities. Secondary legal aid includes drafting of procedural documents, defence and representation in court, including the process of execution, representation in the event of preliminary extrajudicial consideration of a dispute, where such a procedure has been laid down by laws or by a court decision. Secondary legal aid also covers the litigation costs incurred in civil proceedings, the costs incurred in administrative proceedings and the costs related to the hearing of a civil action brought in a criminal case. Out-of-court mediation includes dispute resolution during which one or several mediators help the dispute parties to solve their dispute amicably.

Primary legal aid is ensured to all residents of Lithuania without means or merits test. Primary legal aid is organised by municipalities and must be provided immediately upon the application of a person. Where immediate provision of primary legal aid is not possible, the applicant shall be notified of the time of an appointment, which must take place not later than 5 days from the day of application. There are 60 contact points (60 municipalities) to apply for primary legal aid. Individuals in closed institutions may apply in writing (by post or electronic means) for primary legal aid as well. Secondary legal aid and out-of-court mediation is ensured to the residents of Lithuania who meet the means test or who have a right to secondary legal aid without means test (the aggrieved parties in the proceedings concerning compensation for the damage incurred through criminal actions, persons eligible for social allowance, persons who have a severe disability and etc. according to Article 12 of the Law on State-guaranteed legal aid of the Republic of Lithuania). Decision on the provision of secondary legal aid is taken by a State-guaranteed legal aid service (SGLAS) (an institution under the Ministry of Justice) immediately upon a person's application. Where the decision cannot be taken immediately, it shall be taken within 7 working days of the receipt of the documents. There are also specific rules where presence of lawyer is mandatory in certain cases:

- 1) criminal cases: when participation of the defender or representative in hearing of criminal proceedings is obligatory, then a pre-trial investigation officer, prosecutor or court shall notify coordinator (SGLAS) that the participation of a defender for a suspect, the accused or the convicted person is required or that it is obligatory for the victim/injured person to have his authorised representative. Coordinator shall immediately select a lawyer providing secondary legal aid and notify a pre-trial investigation officer, prosecutor or court. On weekends, holidays and outside the working hours a lawyer shall be appointed by a pre-trial investigation officer, prosecutor or by court on the basis of the duty lists prepared by SGLAS.

- 2) involuntary hospitalization and treatment cases: Health Care Entity provides SGLAS with a notification on the need for secondary legal aid for the person concerned. SGLAS shall adopt a decision on the provision of secondary legal aid on the day of receipt of such notification or on the nearest working day if the notification has been received after the working hours and shall immediately notify Health Care Entity in writing on the decision adopted. Health Care Entity must introduce SGLAS's decision on the provision of secondary legal aid to the person concerned and to ensure communication between him/ her and the lawyer.

- 3) cases on removal of a child from the family. State Child Rights Protection and The Adoption Agency provides SGLAS with a notification on the need for secondary legal aid for the parents (guardians) of the child. SGLAS shall adopt a decision on the provision of secondary legal aid on the day of receipt of such notification or the next day at latest and shall immediately notify State Child

Rights Protection and The Adoption Agency in writing on the decision adopted. State Child Rights Protection and The Adoption Agency must introduce SGLAS's decision on the provision of secondary legal aid to the parents concerned and to ensure communication between them and the lawyer.

On weekends, holidays and outside the working hours a lawyer shall be appointed by court on the basis of the duty lists prepared by SGLAS.

## New node

**018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?**

( X ) Oui

( ) Non

[ ] NAP

Si oui, veuillez préciser :

**019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?**

|                                                     | Affaires pénales                          | Affaires autres que pénales               |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------|
| Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

## 2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

**020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :**

|                                    | Total                       | Affaires portées devant les tribunaux | Affaires non portées devant les tribunaux |
|------------------------------------|-----------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------------|
| <b>TOTAL</b>                       | 76 914<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 36 544<br>[ ] NA<br>[ ] NAP           | 40 370<br>[ ] NA<br>[ ] NAP               |
| <b>En matière pénale</b>           | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | 27 442<br>[ ] NA<br>[ ] NAP           | [ X ] NA<br>[ ] NAP                       |
| <b>En matière autre que pénale</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | 9 102<br>[ ] NA<br>[ ] NAP            | [ X ] NA<br>[ ] NAP                       |

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : The number provided for cases not brought to court indicates the number of matters when primary legal aid was granted. The number for cases brought to court indicates the number of matters when secondary legal aid was granted. In total 36544 cases: 27442 criminal cases (26102 cases by decisions of a pre-trial investigation officer, prosecutor or the court when the presence of a lawyer is mandatory and 1340 cases by decisions of State-guaranteed legal aid service where the presence of a

lawyer is not mandatory) and 9102 in other than criminal cases by decisions of State-guaranteed legal aid service. The number of decisions to grant secondary legal aid decreased due to the Covid-19 related extreme situation and quarantine. The number of applications decreased despite the fact that it was possible to submit an application by electronic means or mail.

**020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l’octroi de l’aide judiciaire, c’est à dire la durée allant de la demande initiale d’aide judiciaire à l’approbation finale de cette demande.**

|                                                     | Durée en jours         |
|-----------------------------------------------------|------------------------|
| Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation | 5<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| Durée moyenne réelle                                | [ X ] NA<br>[ ] NAP    |

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales : According to the Law on State-guaranteed legal aid, primary legal aid must be provided as soon as the person applies to the municipality. If it is not possible to provide primary legal aid immediately, the applicant will be notified of the time available, which must be no later than 5 working days from the date of application. Decisions on the provision of secondary legal aid shall be adopted by the SGLAS not later than within 7 working days from the date of receipt of the required documents and information. In cases when in the interests of the applicant the decision to grant secondary legal aid must be taken urgently, the decision shall be taken immediately, but not later than the date of the procedural step which requires lawyers assistance.

There is no timeframe for the decisions of pre-trial investigation officer, prosecutor or court on state guaranteed legal aid (when presence of lawyer is mandatory in criminal cases).

=

**021. En matière pénale, les personnes n’ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l’assistance gratuite (ou financée par un budget public) d’un avocat?**

|                          | Assistance gratuite d’un avocat |
|--------------------------|---------------------------------|
| Personnes mises en cause | ( X ) Oui<br>( ) Non            |
| Victimes                 | ( X ) Oui<br>( ) Non            |

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l’avocat dans le cadre de l’aide judiciaire?**

|                          | libre choix de l’avocat         |
|--------------------------|---------------------------------|
| Personnes mises en cause | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| Victimes                 | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |

Commentaires

**023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The first level of income (for full legal aid) is established when annual income of an applicant does not exceed €4710 (€1766 is added to the sum for each dependant) and the value of his property does not exceed property normative determined in legal acts.

The second level of income (for partial legal aid) is established when annual income of an applicant does not exceed €7065 (€2592 is added to the sum for each dependant) and the value of his property does not exceed property normative determined in legal acts.

**023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:**

|                                                                             | Montant du revenu annuel<br>(pour une personne), (en €) | Valeur des biens<br>(patrimoine) (pour une<br>personne), (en €) |
|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale            | 4 710<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                             |
| Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale  | 4 710<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                             |
| Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale           | 7 065<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                             |
| Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale | 7 065<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                             |

**024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire : Legal aid shall not be granted if the request for legal aid is manifestly unfounded. The applicant must be given reasons for refusing legal aid.

**025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :**

( ) le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale

( ) un autre juge ou fonctionnaire

( ) une instance extérieure au tribunal

( X ) plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires

**026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une**



## action en justice ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ? The possibility of legal expense insurance is established in legislation; however, it is not used in practice.

## 027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

|                             | La décision judiciaire précise le partage des frais de justice |
|-----------------------------|----------------------------------------------------------------|
| en matière pénale           | ( X ) Oui<br>( ) Non                                           |
| en matière autre que pénale | ( X ) Oui<br>( ) Non                                           |

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués :

## B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Law on State-guaranteed legal aid of the Republic of Lithuania  
Law on Cash Social Assistance for Residents with Low-Income of the Republic of Lithuania  
Resolution of the Government of the Republic of Lithuania of 27 April 2005 No. 468 "On the establishment of property and income levels for the provision of secondary legal aid";  
Statistical data about the provision of state guaranteed legal aid which is gathered annually by the Ministry of Justice of the Republic of Lithuania

## 2.2. Usagers des tribunaux et victimes

### 2.2.1 Droits des usagers et victimes

## 028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

|                                                                                                         | Oui, adresse(s) internet :                                                                                           | Non |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)                                                   | ( X ) <a href="https://www.e-tar.lt">https://www.e-tar.lt</a> ;<br><a href="http://www.lrs.lt">http://www.lrs.lt</a> | ( ) |
| A la jurisprudence des juridictions supérieures                                                         | ( X ) <a href="http://liteko.teismai.lt">http://liteko.teismai.lt</a>                                                | ( ) |
| A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.) | ( X ) <a href="http://www.teismai.lt">http://www.teismai.lt</a>                                                      | ( ) |

|                                                                                                                  |                                                               |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-----|
| A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.) | ( X ) <a href="https://e.teismas.lt">https://e.teismas.lt</a> | ( ) |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-----|

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » : E. g. forms and procedural documents.

## 029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

( ) Oui, toujours

( ) Non

( X ) Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser :

## 030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

|                                                  | Système d'information                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Général pour les citoyens                        | <input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne<br><input type="checkbox"/> Téléphone<br><input type="checkbox"/> Discussion interactive<br><input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place)<br><input type="checkbox"/> Autre<br><input type="checkbox"/> Non |
| Spécifique pour les victimes d'infractions       | <input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne<br><input type="checkbox"/> Téléphone<br><input type="checkbox"/> Discussion interactive<br><input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place)<br><input type="checkbox"/> Autre<br><input type="checkbox"/> Non |
| Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants) | <input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne<br><input type="checkbox"/> Téléphone<br><input type="checkbox"/> Discussion interactive<br><input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place)<br><input type="checkbox"/> Autre<br><input type="checkbox"/> Non |

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie : teismai.lt publishes contacts of courts, information on how to submit documents to the court, templates for documents submitted to the court, information on court fees, remote court hearing, information on access to free legal aid, guidelines on how to testify in court, what is mediation, information videos how courts, how a judge works, advices for witnesses and victims, information about court volunteers and psychologists etc.

## 031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

|                                                                                                              | <b>Dispositif d'information</b> | <b>Modalités particulières pour les auditions</b> | <b>Autres modalités particulières</b> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------|
| <b>Victimes de violence sexuelle / viol</b>                                                                  | ( X ) Oui<br>( ) Non            | ( X ) Oui<br>( ) Non                              | ( ) Oui<br>( X ) Non                  |
| <b>Victimes du terrorisme</b>                                                                                | ( X ) Oui<br>( ) Non            | ( X ) Oui<br>( ) Non                              | ( ) Oui<br>( X ) Non                  |
| <b>Mineurs (témoins ou victimes)</b>                                                                         | ( X ) Oui<br>( ) Non            | ( X ) Oui<br>( ) Non                              | ( ) Oui<br>( X ) Non                  |
| <b>Victimes de violence domestique</b>                                                                       | ( X ) Oui<br>( ) Non            | ( X ) Oui<br>( ) Non                              | ( ) Oui<br>( X ) Non                  |
| <b>Minorités ethniques</b>                                                                                   | ( X ) Oui<br>( ) Non            | ( X ) Oui<br>( ) Non                              | ( ) Oui<br>( X ) Non                  |
| <b>Personnes en situation de handicap</b>                                                                    | ( X ) Oui<br>( ) Non            | ( X ) Oui<br>( ) Non                              | ( ) Oui<br>( X ) Non                  |
| <b>Délinquants mineurs</b>                                                                                   | ( ) Oui<br>( X ) Non            | ( X ) Oui<br>( ) Non                              | ( ) Oui<br>( X ) Non                  |
| <b>Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)</b> | ( ) Oui<br>( X ) Non            | ( X ) Oui<br>( ) Non                              | ( ) Oui<br>( X ) Non                  |

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser : One of the information mechanisms is the provision of the Article 308 of the Criminal Procedure Code which establishes that when the person is sentenced to real arrest or imprisonment, the judge must ascertain whether the victim wishes to be informed of the prospective release of the sentenced person or his (her) escape from the penitentiary.

Examples of the special arrangements in hearings:

- according to the Article 55 of the Criminal Procedure Code the court shall recognize that the presence of an authorized representative is necessary in cases related to criminal offences against human health, liberty, sexual freedom and integrity, child and family or moral integrity where the victim is a juvenile and rights and legitimate interests of the minor victim would not have been adequately protected without the assistance of an authorized representative;
- according to the Articles 280 and 283 of the Criminal Procedure Code when in exceptional cases it is necessary to interrogate (interview) the toddler victim in court, always a psychologist shall be invited who shall assist in interviewing the victim considering his or her social and psychological maturity, and (or) a representative of the state child rights protection authority who shall observe whether the rights of the victim are not being violated. In case of the juvenile victim who has suffered from crimes against human life, health, liberty, sexual freedom and integrity, child and family, profit from the prostitution of a minor or involvement of a minor in prostitution, a psychologist (or) a representative of the state child rights protection authority shall be invited on the request of the participants in the trial or on the court's own initiative. The accused and other participants in the proceedings, with the exception of the psychologist and the representative of the minor victim, shall not be allowed to be present in the room where the interview is being conducted. In this case, audio and video recording must be compulsory and the accused and other participants in the proceedings must be allowed to watch and hear the questioning from another room and to ask questions to the interviewee through a judge or court;
- according to the Articles 280 and 283 of the Criminal Procedure Code to the interviewing of the juvenile offender a psychologist (or) a representative of the state child rights protection authority shall be invited on the request of the participants in the trial or on the court's own initiative.

It should be noted that according to Article 194 of the Code of Civil Procedure (Interview (interrogation) of a juvenile witness) the representatives by law are called in, also pedagogue or a representative of the state child rights protection institution can be called in to participate in the interview of a witness juvenile younger than 16 years old and by a decision of a court – younger than 18 years old. The chairman of the hearing explains duty of a witness younger than 16 years old to tell everything he/she knows in a case, but such a witness does not swear according to the procedure laid down in the Code of Civil Procedure of the Republic of Lithuania. In exceptional cases, in order to identify the truth or not to harm the interests of a witness, by the court decision some participant in a case can be eliminated from a court-room during the interrogation of a juvenile witness. After the participant returns to a court-room, the content of indications of

ajuvénile witness has to be reported and the possibility of questioning the witness has to be provided. A witness, younger than 16 years old, has to leave a court-room after the interrogation, except the cases, when the court acknowledges that it is necessary that the witness should stay in a court-room.

### 031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu’ils participent à une procédure judiciaire ?

- ☒ Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d’une manière adaptée aux mineurs)
- ☒ Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs
- ☒ Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure
- ☐ Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice
- ☐ Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les “Maisons d’enfants”
- ☐ Autre, veuillez préciser .....
- ☐ NAP

Commentaire

### 031-1. Quels sont les principaux critères pour qu’un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

|                                                                                                | Procédure civile                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Procédure pénale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre | <div> <input checked="" type="checkbox"/> Seuil d’âge[Comment]14                 </div> <div> <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil                 </div> <div> <input type="checkbox"/> Capacité de discernement                 </div> <div> <input type="checkbox"/> Autre                 </div> <div> <input type="checkbox"/> NAP                 </div> | <div> <input type="checkbox"/> Seuil d’âge[Comment]                 </div> <div> <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil                 </div> <div> <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement                 </div> <div> <input type="checkbox"/> Autre                 </div> <div> <input type="checkbox"/> NAP                 </div> |
| Être témoin                                                                                    | <div> <input type="checkbox"/> Seuil d’âge[Comment]                 </div> <div> <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil                 </div> <div> <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement                 </div> <div> <input type="checkbox"/> Autre                 </div> <div> <input type="checkbox"/> NAP                 </div>   | <div> <input type="checkbox"/> Seuil d’âge[Comment]                 </div> <div> <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil                 </div> <div> <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement                 </div> <div> <input type="checkbox"/> Autre                 </div> <div> <input type="checkbox"/> NAP                 </div> |

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d’ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d’action, type d’affaires, autre).

### 031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

| Procédure civile | Procédure pénale |
|------------------|------------------|
|                  |                  |

|                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Parent/ tuteur légal</b>                                      | <input type="checkbox"/> Oui, toujours<br><input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP                                                                                          | <input type="checkbox"/> Oui, toujours<br><input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP                                                                                          |
| <b>Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)</b> | <input type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique<br><input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit<br><input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs<br><input type="checkbox"/> Autre<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique<br><input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit<br><input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs<br><input type="checkbox"/> Autre<br><input type="checkbox"/> NAP |

Commentaire

### 031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

- ☒ Seuil(s) d'âge
- ☐ Capacité de discernement
- ☐ Autres critères

Commentaire

### 031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

**Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)**

- ☐ 14 ]
- ☐ NA
- ☐ NAP

**Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté**

- ☐ 14 ]
- ☐ NA
- ☐ NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment : Article 90 of the Criminal Code of the Republic of Lithuania establishes the features of penalties imposed upon minors. Part 1 states that A minor may be subject solely to the following penalties: 1) community service; 2) a fine; 3) restriction of liberty; 4) arrest; 5) fixed-term custodial sentence. 2. Minors may not be imposed more than 240 hours of community service. A fine may be imposed only against a minor already employed or possessing his own property (Part 2). A minor may be subject to a fine in the amount from 5 MSLs up to 50 MSLs (Part 3). A minor may be subject to arrest for a period of five up to forty-five days (Part 4). The period of a custodial sentence in respect of a minor may not exceed ten years (Part 5).

Article 92 of the Criminal Code establishes suspension of the execution of a sentence in respect of a minor. Part 1 states that where a minor is imposed a custodial sentence for one or several crimes committed through negligence or a custodial sentence for a term not exceeding four years for the commission of one or several premeditated crimes, the court may suspend the execution of the imposed sentence for a period ranging from one to three years. The execution of the sentence may be suspended where the court rules that there is a reasonable ground for believing that the purpose of the penalty will be achieved without the sentence actually being served. When suspending the execution of a sentence, the court shall impose upon a minor one or several mutually compatible reformatory sanctions provided for in Article 82 of this Code, with the exception of placement in a special reformatory facility. The court 37 shall also lay down a time limit within which the minor must comply with the reformatory sanctions (Part 2). The procedure for and conditions of suspension of the execution of a sentence for minors shall be stipulated by the Law of the Republic of Lithuania on Probation (Part 3).

Article 93 of the Criminal Code establishes rules for release of a minor from criminal liability. Part 1 states that a minor who commits a misdemeanour, or a negligent crime, or a minor or less serious premeditated crime for the first time may be released by the court from criminal liability where he: 1) has offered his apology to the victim and has compensated for or eliminated, fully or in part, the property damage incurred by his work or in monetary terms; or 2) is found to be of diminished capacity; or 3) pleads guilty and regrets having committed a criminal act or there are other grounds for believing that in the future the minor will abide by the law and will not commit new criminal acts. Having released a minor from criminal liability on the grounds provided for in paragraph 1 of this Article, the court shall impose against him the reformatory sanctions provided for in Article 82 of this Code (Part 2).

## 032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- ☐ Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu
- ☒ Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur
- ☐ Oui, toujours
- ☐ Non

Commentaire

### 032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

- ☐ Pour tous les types d'infractions
- ☒ Pour certains types d'infractions
- [ ] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : the compensation is available for criminal offences of violent nature.

### 032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Commentaires

### 032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

- ☐ Pour tous les types d'infractions
- ☒ Pour certains types d'infractions
- [ ] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : the compensation is available for criminal offences of violent nature.

### 032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Commentaires

### 032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

- ☐ Pour tous les types d'infractions
- ☒ Pour certains types d'infractions
- [ ] NAP

**032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?**

☐ Oui

☒ Non

Commentaires

**034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?**

☐ Oui

☒ Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

**035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?**

☒ Oui

☐ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?**

☒ Oui

☐ Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

**036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge ».**

☒ Oui

☐ Non

☐ NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser :

**037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :**

|              | Nombre de demandes d'indemnisation                                | Nombre de condamnations                                           | Montant total (in €)                                                  |
|--------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|
| <b>Total</b> | 78<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | 35<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | 26 705<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

|                                               |                         |                         |                             |
|-----------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|-----------------------------|
| <b>Durée excessive de la procédure</b>        | 22<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 6<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 6 000<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>Non-exécution des décisions de justice</b> | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 2<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP      |
| <b>Arrestation injustifiée</b>                | 25<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 15<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 5 690<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>Condamnation injustifiée</b>               | 12<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 8<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 14 050<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>Autre</b>                                  | 19<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 4<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 966<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    |

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : Total - compensation for damage caused by public authorities + compensation for damage caused by public prosecutors and courts;  
Other - compensation for damage caused by public authorities;

## 2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

|                                                   | Au niveau national                                          | Au niveau des tribunaux                                     |
|---------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| <b>Enquêtes auprès des juges</b>                  | [ X ] Annuelle<br>[ ] Autre type de fréquence<br>[ ] Ad hoc | [ X ] Annuelle<br>[ ] Autre type de fréquence<br>[ ] Ad hoc |
| <b>Enquêtes auprès du personnel des tribunaux</b> | [ X ] Annuelle<br>[ ] Autre type de fréquence<br>[ ] Ad hoc | [ X ] Annuelle<br>[ ] Autre type de fréquence<br>[ ] Ad hoc |
| <b>Enquêtes auprès des procureurs</b>             | [ ] Annuelle<br>[ X ] Autre type de fréquence<br>[ ] Ad hoc | [ ] Annuelle<br>[ X ] Autre type de fréquence<br>[ ] Ad hoc |
| <b>Enquêtes auprès des avocats</b>                | [ ] Annuelle<br>[ X ] Autre type de fréquence<br>[ ] Ad hoc | [ ] Annuelle<br>[ X ] Autre type de fréquence<br>[ ] Ad hoc |
| <b>Enquêtes auprès d'autres professionnels</b>    | [ ] Annuelle<br>[ X ] Autre type de fréquence<br>[ ] Ad hoc | [ ] Annuelle<br>[ X ] Autre type de fréquence<br>[ ] Ad hoc |



|                                                                                                                                                           |                                                                                                                                     |                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Enquêtes auprès des parties</b>                                                                                                                        | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc |
| <b>Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)</b> | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc |
| <b>Enquêtes auprès des victimes</b>                                                                                                                       | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc |
| <b>Enquêtes auprès des mineurs</b>                                                                                                                        | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc |
| <b>Enquêtes auprès du public</b>                                                                                                                          | <input checked="" type="checkbox"/> Annuelle<br><input type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc |
| <b>Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)</b>                                                                                                              | <input type="checkbox"/> Annuelle<br><input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc | <input checked="" type="checkbox"/> Annuelle<br><input type="checkbox"/> Autre type de fréquence<br><input type="checkbox"/> Ad hoc |

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées :

<https://notarurumai.lt/en/news/lithuanian-residents-are-confident-in-notaries-and-police-survey-by-vilmorus-shows/628>;

<https://notarurumai.lt/naujienos/gyventojai-pasitikti-notarais-pageidauja-daugiau-notariniu-funkciju-rodo-sociologinis-tyrimas/444>;

Chamber of Notaries of Lithuania regularly conducts the surveys of residents.

An independent institution of public opinion and market research, "Vilmorus Ltd." ([www.vilimorus.lt/en](http://www.vilimorus.lt/en)) provides every month surveys of trust in Lithuanian institutions by Lithuanian inhabitants over 18 years of age.

Other ad hoc surveys are performed by the Ministry of Interior of the Republic of Lithuania (<https://vrm.lrv.lt/lt/gyventoju-apklauso>)

Other not mentioned at court level - an annual survey of the quality of court services and servicing provided by the National Courts Administration is conducted, analyzed and summarized. It evaluates the municipal institutions of the National Courts Administration service (Judicial Council, formed commissions, etc.) and the service of Liteko system.

### 039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?

( X ) Oui, veuillez préciser : There are national official statistical data concerning male, female and minor suspects and victims of crimes.

( ) Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : There are national official statistical data concerning male, female and minor suspects and victims of crimes.

### 040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

#### 041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

|                                                  | Autorité compétente pour traiter de la plainte | Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte |
|--------------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|
| Tribunal concerné                                | ( X ) Oui<br>( ) Non                           | ( X ) Oui<br>( ) Non                                             |
| Instance supérieure                              | ( X ) Oui<br>( ) Non                           | ( X ) Oui<br>( ) Non                                             |
| Ministère de la Justice                          | ( ) Oui<br>( X ) Non                           | ( ) Oui<br>( X ) Non                                             |
| Conseil supérieur de la magistrature             | ( X ) Oui<br>( ) Non                           | ( X ) Oui<br>( ) Non                                             |
| Autres organisations extérieures (ex. médiateur) | ( X ) Oui<br>( ) Non                           | ( X ) Oui<br>( ) Non                                             |

Commentaires It is to notice that procedural laws enshrine the provisions that ensure that the case is dealt expeditiously. For example, according to the Article 72 of the Civil Procedural Code an interested party shall have the right to apply to the court of appeal to set a time limit for proceedings if the court of first instance fails to carry out in due time the procedural steps required by the Code. The functioning of the judicial system can also be supervised through administrative supervision which shall be executed without prejudice to the independence of judges in the administration of justice.

#### 041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

|                                                  | Nombre de plaintes  | Montant des indemnisations accordées |
|--------------------------------------------------|---------------------|--------------------------------------|
| Tribunal concerné                                | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP                  |
| Instance supérieure                              | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP                  |
| Ministère de la Justice                          | [ ] NA<br>[ X ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP                  |
| Conseil supérieur de la magistrature             | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP                  |
| Autres organisations extérieures (ex. médiateur) | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP                  |

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile :

## 3. Organisation des tribunaux

### 3.1. Tribunaux

### 3.1.1 Nombre de tribunaux

#### 042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

|                                                                                      | Nombre de tribunaux     |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)                              | 22<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3) | 19<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques                  | 17<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques              | 6<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| 1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques         | 1<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| 2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques                        | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |

Commentaires 1.1. 12 district courts and 5 regional courts (the latter are adjudicating certain categories of cases as first instance courts);

1.2. 5 regional courts and the Court of Appeal of Lithuania;

2. 2 regional administrative courts and the Supreme Administrative Court of Lithuania.

#### 043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

|                                                                  | Première instance      | Instances supérieures  |
|------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|
| Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques      | 2<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 1<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites) | [ ] NA<br>[ X ] NAP    | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| Tribunaux des faillites                                          | [ ] NA<br>[ X ] NAP    | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| Tribunaux du travail                                             | [ ] NA<br>[ X ] NAP    | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| Tribunaux des affaires familiales                                | [ ] NA<br>[ X ] NAP    | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)            | [ ] NA<br>[ X ] NAP    | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales                   | [ ] NA<br>[ X ] NAP    | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |

|                                                                                               |                                                                        |                                                                        |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| <b>Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption</b> | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| <b>Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet</b>                                      | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| <b>Tribunaux administratifs</b>                                                               | 2<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP       | 1<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP       |
| <b>Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale</b>                                  | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| <b>Tribunaux militaires</b>                                                                   | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| <b>Tribunaux pour enfants</b>                                                                 | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| <b>Autres tribunaux spécialisés</b>                                                           | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions :

#### 044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

|                                                                                                                                                                                                                                                               | Nombre de tribunaux (implantations géographiques)                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| <b>Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)</b>                                                           | 59<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)</b> | 62<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires There are 59 1st instance courts locations: 12 district courts (49 locations), 5 regional courts (5 locations) of general jurisdiction and 2 regional administrative courts (5 locations).

For all the courts 62 courts locations: The Supreme Court of Lithuania, the Court of Appeal of Lithuania, the Supreme Administrative Court of Lithuania and 59 1st instance courts locations.

=

#### 045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

|                           | Nombre de tribunaux                                               |
|---------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| <b>Une petite créance</b> | 12<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

|                             |                         |
|-----------------------------|-------------------------|
| <b>Le licenciement</b>      | 14<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>Le vol avec violence</b> | 12<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>Faillite</b>             | 17<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires A debt collection for small claims - in all district courts (12). An employment dismissal - in all district courts (12) when an employer working on the base of the contract (the Labour Code is applied) is dismissed and in administrative regional courts (2) when a public servant (the Law on Civil Service is applied) is dismissed, in total 14 courts. A robbery - in all district courts (12). An insolvency case - in all district courts (12) for natural person's bankrupt cases, in regional courts (5) for bankrupt of legal persons.

### 045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

### 045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[ 2 000 ]

Commentaires The court hearing the case has the right to decide for itself what form and procedure to hear the case. The case shall be heard orally if requested to do so by at least one of the parties.

### C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : the Code of Civil Procedure, the Code of Criminal Procedure

## 3.2. Personnel des tribunaux

### 3.2.1 Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

|                                                  | Total                    | Hommes                   | Femmes                   |
|--------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3) | 740<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 259<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 481<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

|                                                                                 |                          |                          |                          |
|---------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| <b>1. Nombre de juges professionnels de première instance</b>                   | 662<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 216<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 446<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)</b> | 48<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 26<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 22<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes</b>                | 30<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 17<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 13<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :



=

### 046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

### 046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

[ ] Garde d'enfants

[ ] Soins aux personnes âgées

[ ] A des fins de retraite anticipée

[ ] Autre raison, veuillez préciser .....

[ X ] Sans raison

Commentaires The Law on Courts provides that a judge shall plan and organize his or her working time independently, except in cases provided for in the laws of procedure.

### 046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?

|                                                    | Total (%)           | Hommes (%)          | Femmes (%)          |
|----------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Total (1 + 2 + 3) (%)</b>                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. En première instance (%)</b>                 | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>3. Au niveau des Cours suprêmes (%)</b>         | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires

046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?

- ☐ Moins de 50 %
- ☐ 50 – 60%
- ☐ 60 - 80%
- ☐ Plus de 80 %
- ☒ NA
- ☐ NAP

Commentaires



=

046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

|                       | Total                    | Civiles et/ou commerciales | Pénales             | Administratives         | Autres              |
|-----------------------|--------------------------|----------------------------|---------------------|-------------------------|---------------------|
| Nombre total de juges | 740<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP | 62<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP |
| Première instance     | 662<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP | 43<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP |
| Deuxième instance     | 48<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP | 19<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP |
| Cours suprêmes        | 30<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP |

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires : the first instance indicates the number of judges of district courts, regional courts and regional administrative courts. Likewise, given that the Supreme Administrative Court is the court of appeal (although the rulings of the Supreme Administrative Court of Lithuania are final and not subject to appeal) the number of judges of this court is encompassed in the 2nd instance. The latter indicates the number of judges of the Court of Appeal of Lithuania and the Supreme Administrative Court of Lithuania.



=

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

|                                                              | Total                   | Hommes                  | Femmes                 |
|--------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|------------------------|
| Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)    | 17<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 11<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 6<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance | 15<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 9<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 6<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)  | 2<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 2<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

|                                                    |                        |                        |                        |
|----------------------------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| <b>3. Nombre de président(s) de cours suprêmes</b> | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
|----------------------------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|

Commentaires The variation in the number of court presidents between 2018 and 2020 is due to lengthy selection procedures and unattractiveness of the position. The president of the Supreme court is still not assigned by the Parliament.

**048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).**

|                                  | Donnée              |
|----------------------------------|---------------------|
| Donnée brute                     | [ ] NA<br>[ X ] NAP |
| Donnée en équivalent temps plein | [ ] NA<br>[ X ] NAP |

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

**048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?**

( ) Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

( ) Non

[ X ] NAP

Commentaires

**049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).**

|                                  | Donnée              |
|----------------------------------|---------------------|
| Donnée brute                     | [ ] NA<br>[ X ] NAP |
| Donnée en équivalent temps plein | [ ] NA<br>[ X ] NAP |

Commentaires

**049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :**

|                                       | Oui | Non | Echevinage |
|---------------------------------------|-----|-----|------------|
| Affaires pénales (infractions graves) | ( ) | ( ) | ( )        |



|                                         |     |     |     |
|-----------------------------------------|-----|-----|-----|
| Affaires pénales (infractions mineures) | ( ) | ( ) | ( ) |
| Affaires familiales                     | ( ) | ( ) | ( ) |
| Affaires de droit du travail            | ( ) | ( ) | ( ) |
| Affaires de droit social                | ( ) | ( ) | ( ) |
| Affaires commerciales                   | ( ) | ( ) | ( ) |
| Affaires de faillite                    | ( ) | ( ) | ( ) |
| Autre affaires civiles                  | ( ) | ( ) | ( ) |

[ X ] NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

[ ] Affaires pénales

[ ] Affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l’année de référence ?

[ ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires

=

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

|                                                                                       | Total                      | Hommes              | Femmes              |
|---------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|---------------------|---------------------|
| Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5) | 2 709<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |



|                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                        |                                                                        |                                                                        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| 1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.                                            | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| 2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)                                                                         | 1 485<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP   | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| 3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation) | 873<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP     | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| 4. Personnels techniques                                                                                                                                                                                                                        | 265<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP     | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| 5. Autres personnels non juges                                                                                                                                                                                                                  | 86<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP      | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser : Other staff – translators and psychologists.

There is no such a position as trainee judges in the Lithuanian court system.

**052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).**

|                                                                           | Total                                                                | Hommes                                                                 | Femmes                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)   | 2 709<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| 1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance | 1 916<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| 2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)   | 701<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP   | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| 3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes                  | 92<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP    | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires

=

**053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences**

**autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :**

- ☐ Pour l'aide judiciaire
- ☐ En matière familiale
- ☐ Pour les ordres de paiement
- ☐ Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- ☐ Exécution des affaires civiles
- ☐ Exécution des affaires pénales
- ☐ Pour les affaires non contentieuses
- ☐ Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- ☒ NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

## **054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?**

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

### **054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :**

- ☐ la maintenance informatique
- ☐ la formation du personnel
- ☐ la sécurité
- ☐ les archives
- ☒ le nettoyage
- ☐ autres types de services (veuillez préciser) : .....

Commentaires Some courts purchase all cleaning services instead of employed cleaners.

## **C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : National Courts Administration

### **3.3.Ministère public**

#### **3.3.1.Procureurs et personnel**

**055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).**



|                                                                          | Total                    | Hommes                   | Femmes                   |
|--------------------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| <b>Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)</b>                            | 644<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 315<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 329<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance</b> | 576<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 274<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 302<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)</b>  | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP      |
| <b>3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes</b>                 | 68<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 41<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 27<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : After the reorganization of the prosecution service in 2011, 5 second instance prosecutors' offices were merged with 51 separate first instance prosecutor's office in their area of operation, and thus 5 regional first-second instance prosecutor's offices were established.



=

### 055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

### 055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

[ ] Garde d'enfants

[ ] Soins aux personnes âgées

[ ] A des fins de retraite anticipée

[ X ] Autre raison, veuillez préciser .....

[ ] Sans raison

Commentaires

### 055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?

|                                    | Total (%)              | Hommes (%)             | Femmes (%)             |
|------------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| <b>Total (1 + 2 + 3) (%)</b>       | 5<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 5<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 4<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. En première instance (%)</b> | 5<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 6<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 4<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

|                                                    |                                                                        |                                                                        |                                                                        |
|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| <b>2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)</b> | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| <b>3. Au niveau des Cours suprêmes (%)</b>         | 2<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP       | 0<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP       | 4<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP       |

Commentaires

#### 055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?

( ) Moins de 50 %

( ) 50 - 60%

( ) 60 - 80%

( ) Plus de 80 %

☒ NA

☐ NAP

Commentaires

#### 056. Nombre de chefs des ministères publics.

|                                                                                          | Total                                                                  | Hommes                                                                 | Femmes                                                                 |
|------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)</b>                           | 85<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP      | 64<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP      | 21<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP      |
| <b>1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance</b> | 72<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP      | 52<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP      | 20<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP      |
| <b>2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)</b> | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| <b>3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes</b>                | 13<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP      | 12<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP      | 1<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP       |

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus :

#### 057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

##### 057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[                      ]

☐ NA

##### 059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

( ) Oui

( ) Non

[ ] NAP

Commentaires

### 059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

|                     |                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                     | -                                                                                                                                                                                                                               |
| Violence domestique | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| Violence sexuelle   | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :



=

### 060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).

|                                                                   | Total         | Hommes        | Femmes        |
|-------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public | 585<br>[ ] NA | 165<br>[ ] NA | 420<br>[ ] NA |

Commentaires Number of staff does not include trainee prosecutors, only assistants, specialists and other employees. A person, who has been admitted to the service as prosecutor, must complete an assigned traineeship of up to two years. During the traineeship, the trainee prosecutor performs all duties of a prosecutor, but is obliged to coordinate draft procedural decisions and resolutions with the internship supervisor.

### C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Prosecutor General's Office of the Republic of Lithuania

## 3.4.Parité hommes/femmes

### 3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité



**061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :**

|                        | Oui, veuillez preciser                                                                                                                                                                                                                                                      | Non   |
|------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| des juges              | ( )                                                                                                                                                                                                                                                                         | ( X ) |
| des procureurs         | ( )                                                                                                                                                                                                                                                                         | ( X ) |
| du personnel non-juge  | ( X ) From 1st July 2017 the new Labor Code of the Republic of Lithuania entered into force. Gender equality based provisions impose the employer implement the principles of gender equality and non-discrimination on other grounds in any employeremployee relationship. | ( )   |
| des avocats            | ( )                                                                                                                                                                                                                                                                         | ( X ) |
| des notaires           | ( )                                                                                                                                                                                                                                                                         | ( X ) |
| des agents d'exécution | ( )                                                                                                                                                                                                                                                                         | ( X ) |

[ ] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : From 1st July 2017 the new Labor Code of the Republic of Lithuania entered into force. Gender equality based provisions impose the employer implement the principles of gender equality and non-discrimination on other grounds in any employeremployee relationship.

**061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :**

|                       | Oui, veuillez preciser                                                                                                                                                                                                                                                     | Non   |
|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| des juges             | ( )                                                                                                                                                                                                                                                                        | ( X ) |
| des procureurs        | ( )                                                                                                                                                                                                                                                                        | ( X ) |
| du personnel non-juge | ( X ) From 1st July 2017 the new Labor Code of the Republic of Lithuania entered into force. Gender equality based provisions impose the employer implement the principles of gender equality and non-discrimination on other grounds in any employeremployee relationship | ( )   |

|                        |     |       |
|------------------------|-----|-------|
| des avocats            | ( ) | ( X ) |
| des notaires           | ( ) | ( X ) |
| des agents d'exécution | ( ) | ( X ) |

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : From 1st July 2017 the new Labor Code of the Republic of Lithuania entered into force. Gender equality based provisions impose the employer implement the principles of gender equality and non-discrimination on other grounds in any employeremployee relationship

=

**061-3-1. . Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :**

|                              | Oui / Non                                                     |
|------------------------------|---------------------------------------------------------------|
| Présidents des tribunaux     | ( ) Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment]<br>( X ) Non |
| Chefs des ministères publics | ( ) Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment]<br>( X ) Non |

Commentaires

### 3.4.2 Au niveau national

**061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?**

( X ) Oui

( ) Non

Pièces-jointes

 20180525-48 TT nutarimas del lygiu galimybui.docx

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ?

**061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :**

|                          | Oui, veuillez preciser | Non   |
|--------------------------|------------------------|-------|
| Le recrutement des juges | ( )                    | ( X ) |
| La promotion des juges   | ( )                    | ( X ) |



|                                             |     |       |
|---------------------------------------------|-----|-------|
| <b>Le recrutement des procureurs</b>        | ( ) | ( X ) |
| <b>La promotion des procureurs</b>          | ( ) | ( X ) |
| <b>Le recrutement du personnel non-juge</b> | ( ) | ( X ) |
| <b>La promotion du personnel non-juge</b>   | ( ) | ( X ) |

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire :

**061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :**

(titre, date, nature du texte) The Law on Equal Treatment of the Republic of Lithuania, 2003-11-18, No. IX-1826.

[ ] NAP

**061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :**

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes) The Office of the Equal Opportunities Ombudsperson is a budgetary institution financed from the state budget. Ombudsperson, by proposal from the Speaker of the Seimas, is assigned for a term of five years by secret voting in Parliament. Ombudsperson is accountable to Parliament and is responsible for the enforcement of the Law on Equal Opportunities for Women and Men and the Law on Equal Treatment

[ ] NAP

**061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :**

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours) Competence of the Equal Opportunities Ombudsman:  
 •investigates complaints, carries out investigations on his/hers own initiative; •performs independent researches, related to discrimination, and independent surveys on the discrimination state, provides conclusions and recommendations on any issue related to discrimination; •carries out preventive and educational activity, secures equal opportunities mainstreaming; •controls the implementation of UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities provisions, related to securing equal opportunities; •exchanges information with various institutions and agencies from Lithuania and foreign countries, international organisations. During or after an investigation, the Ombudsman can apply to the person concerned and propose to stop the actions (inaction) that violate equal opportunities; apply to the person or institution concerned and propose to amend or cancel an administrative act or decision (or part thereof) related to the violation of equal opportunities; initiate the administrative offense proceeding; alert the violator; 7) to oblige the subjects of advertising to terminate the unauthorized advertising and to determine the terms and conditions for the fulfillment of this obligation, etc.



### 3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

**061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :**

|                                                    | Oui | Non   |
|----------------------------------------------------|-----|-------|
| dans les tribunaux (juges)                         | ( ) | ( X ) |
| dans les services du ministère public (procureurs) | ( ) | ( X ) |
| pour le personnel non-juge des tribunaux           | ( ) | ( X ) |

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

**061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :**

|                                                                  | Oui | Non   |
|------------------------------------------------------------------|-----|-------|
| Affectation dans les différents postes                           | ( ) | ( X ) |
| Répartition de la charge de travail                              | ( ) | ( X ) |
| Horaires de travail                                              | ( ) | ( X ) |
| Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail | ( ) | ( X ) |
| Remplacement des personnes absentes                              | ( ) | ( X ) |
| Organisation des audiences                                       | ( ) | ( X ) |
| Autres                                                           | ( ) | ( X ) |

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

**061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :**

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

[ X ] NAP

061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités en matière de :

- [ ] Procédures de recrutement, veuillez préciser: .....
- [ ] Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser: .....
- [ ] Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser: .....
- [ ] Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser: .....
- [ ] Autres études, veuillez préciser: .....

[ X ] NAP

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence :

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire



062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

|                                        | Organisation                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|----------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Politiques et stratégies informatiques | <div>( X ) Définies et coordonnées au niveau national par une institution</div> <div>( ) Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions</div> <div>( ) Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante</div> <div>( ) Autre</div> |
| Gouvernance informatique               | <div>( X ) Gouvernance au niveau national par une institution</div> <div>( ) Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions</div> <div>( ) Organisées au niveau de l'unité/partie prenante</div> <div>( ) Autre</div>                                       |

**065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?**

☒ ( X ) personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

☐ ( ) équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

☐ ( ) autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre) National Courts Administration forms and implements the strategy of common court information system (the Law on Courts, Art. 124, par. 2). Art. 2, par 22 of Law on National Courts Administration indicates that the National Courts Administration organizes the development and implementation of informational systems in courts, administers information systems and improves them.

**065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?**

|                                                                                                                                                                                             | Conduite des nouveaux projets                                                     | Gestion des applications                                                          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)                                              | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) Non | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) Non |
| Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe | <input type="checkbox"/> ( ) Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Non | <input type="checkbox"/> ( ) Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Non |
| Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)                                                                                                                  | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) Non | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) Non |

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches » Majority of courts IT solutions are centralized and managed by the National Courts Administration. General management of applications is performed by IT department in the National Courts Administration, thus local court IT specialists only assist to local users. External IT service providers are used to implement/support some technical solutions.

**065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?**

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

**065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :**

☒ [ X ] les processus opérationnels

☒ [ X ] la charge de travail

☐ [ ] les ressources humaines

☐ [ ] les coûts

[ ] autres, veuillez préciser .....

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact) E. g. number of cases resolved, the number of documents, the timeliness of the procedure etc.

### 3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

**065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

**065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.)

### 3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

**062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?**

( X ) Oui

( ) No

Commentaires

**062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

|                          | Pour les décisions de 1ère instance                                             | Pour les décisions de 2ème instance                                             | Pour les décisions de 3ème instance                                             | Lien vers la jurisprudence CEDH | Données anonymisées  | Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne | Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data |
|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|----------------------|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|
| Civile et/ou commerciale | ( X ) Oui pour tous les jugements<br>( ) Oui pour certains jugements<br>( ) Non | ( X ) Oui pour tous les jugements<br>( ) Oui pour certains jugements<br>( ) Non | ( X ) Oui pour tous les jugements<br>( ) Oui pour certains jugements<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non            | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non                                              | ( X ) Oui<br>( ) Non                                          |

|                       |                                                                                             |                                                                                             |                                                                                             |                      |                      |                      |                      |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| <b>Pénale</b>         | ( X ) Oui<br>pour tous les<br>jugements<br>( ) Oui<br>pour certains<br>jugements<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>pour tous les<br>jugements<br>( ) Oui<br>pour certains<br>jugements<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>pour tous les<br>jugements<br>( ) Oui<br>pour certains<br>jugements<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| <b>Administrative</b> | ( X ) Oui<br>pour tous les<br>jugements<br>( ) Oui<br>pour certains<br>jugements<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>pour tous les<br>jugements<br>( ) Oui<br>pour certains<br>jugements<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>pour tous les<br>jugements<br>( ) Oui<br>pour certains<br>jugements<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

## 062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

### 062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

[ X ] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

[ X ] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

[ X ] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

## 3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction



## 062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

### 062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

|                       |
|-----------------------|
| Taux de disponibilité |
|-----------------------|

|                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|--------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Civile et/ou commerciale | <p>( X ) 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p>( ) 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p>( ) 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p>( ) 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p>( ) 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p>[ ] NA</p> |
| Pénale                   | <p>( X ) 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p>( ) 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p>( ) 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p>( ) 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p>( ) 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p>[ ] NA</p> |
| Administrative           | <p>( X ) 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p>( ) 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p>( ) 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p>( ) 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p>( ) 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p>[ ] NA</p> |

## 062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires The courts hearings are recorded in all courts and cases, the record substitutes the written protocol except the criminal case and is made in all cases with some specific exceptions, when the protocol is not required (e.g. some administrative offence cases or when the case is dealt with by written procedure).

**062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :**

|                                 | Disponibilité d'outils de dictée simples                                                                                                                                        | Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples                                                                                                                               | Fonction de reconnaissance vocale                  |
|---------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | ( ) dans tous les tribunaux<br>( ) dans la plupart des tribunaux<br>( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes<br>( X ) non disponible pour cette matière<br>[ ] NA | ( X ) dans tous les tribunaux<br>( ) dans la plupart des tribunaux<br>( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes<br>( ) non disponible pour cette matière<br>[ ] NA | ( ) Oui<br>( ) Essai pilote<br>( X ) Non<br>[ ] NA |
| <b>Pénale</b>                   | ( ) dans tous les tribunaux<br>( ) dans la plupart des tribunaux<br>( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes<br>( X ) non disponible pour cette matière<br>[ ] NA | ( X ) dans tous les tribunaux<br>( ) dans la plupart des tribunaux<br>( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes<br>( ) non disponible pour cette matière<br>[ ] NA | ( ) Oui<br>( ) Essai pilote<br>( X ) Non<br>[ ] NA |
| <b>Administrative</b>           | ( ) dans tous les tribunaux<br>( ) dans la plupart des tribunaux<br>( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes<br>( X ) non disponible pour cette matière<br>[ ] NA | ( X ) dans tous les tribunaux<br>( ) dans la plupart des tribunaux<br>( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes<br>( ) non disponible pour cette matière<br>[ ] NA | ( ) Oui<br>( ) Essai pilote<br>( X ) Non<br>[ ] NA |

**062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?**

**Taux de disponibilité :**

- ( X ) 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- ( ) 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- ( ) 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- ( ) 1-9% - dans un seul tribunal
- ( ) 0% (NAP) - Pas d'accès



### 3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

**063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

**063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

|                                 | Taux de déploiement                                                          | État d'avancement d'une affaire en ligne                                                                                           | Base de données centralisée ou interopérable | Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires) | Degré d'intégration/co nnexion d'un CMS avec un outil statistique                                                                        |
|---------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | ( X ) 100%<br>( ) 50-99%<br>( ) 10-49%<br>( ) 1-9%<br>( ) 0% (NAP)<br>[ ] NA | ( ) Accessible aux parties<br>( ) Publication de la décision en ligne<br>( X ) Les deux<br>( ) Non accessible<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                            | ( X ) Entièrement intégré, y compris BI<br>( ) Intégré<br>( ) Non intégré mais connecté<br>( ) Pas du tout connecté<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>Pénale</b>                   | ( X ) 100%<br>( ) 50-99%<br>( ) 10-49%<br>( ) 1-9%<br>( ) 0% (NAP)<br>[ ] NA | ( ) Accessible aux parties<br>( ) Publication de la décision en ligne<br>( X ) Les deux<br>( ) Non accessible<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                            | ( X ) Entièrement intégré, y compris BI<br>( ) Intégré<br>( ) Non intégré mais connecté<br>( ) Pas du tout connecté<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

|                       |                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                        |                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Administrative</b> | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Accessible aux parties<br><input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne<br><input checked="" type="checkbox"/> Les deux<br><input type="checkbox"/> Non accessible<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI<br><input type="checkbox"/> Intégré<br><input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté<br><input type="checkbox"/> Pas du tout connecté<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : In criminal cases status of case online - accesibility to parties and publication of decision online is possible only in criminal order cases. Electronic criminal order available from 1st January 2020.

## 063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

|                             | Taux de déploiement                                                                                                                                                                                                 | Données consolidées au niveau national                                                                                                 | Service disponible en ligne                                                                                                            | Module statistique intégré ou connecté                                                                                                 |
|-----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Registre foncier</b>     | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input checked="" type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Registre du commerce</b> | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input checked="" type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires – Si d'autres registres sont concernés, veuillez préciser :

## Pilotage budgétaire et financier

## 063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

|                                                       | Taux de déploiement de l'outil                                                                                                                                                                                      | Données consolidées au niveau national                                                                                                 | Système communiquant avec d'autres ministères (des finances notamment)                                                                 |
|-------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Gestion budgétaire et financière des tribunaux</b> | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

|                                          |                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                        |                                                                                                                                        |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Gestion des frais de justice</b>      | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Autres (préciser en commentaires)</b> | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires

## Autres outils d'administration des tribunaux

**063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l'activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)**

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

**063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

|                                                  | <b>Taux de déploiement des outils</b>                                                                                                                                                                               | <b>Données utilisées pour un pilotage au niveau national</b>                                                                           | <b>Données utilisées pour un pilotage au niveau local</b>                                                                              | <b>Outil intégré dans le CMS</b>                                                                                                       |
|--------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Pour les juges</b>                            | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Pour les procureurs</b>                       | <input type="checkbox"/> 100%<br><input checked="" type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Pour le personnel non-juge/ non-procureur</b> | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

## 3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

**064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

|                                 | Taux de disponibilité                                                                                                                                                                                               | Saisine papier obligatoire en parallèle                                                                                                | Cadre législatif spécifique autorisant la saisine                                                                                      | Outil intégré/connecté dans le CMS                                                                                                     |
|---------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Pénale</b>                   | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input checked="" type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Administrative</b>           | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser Criminal proceedings in district and regional courts in accordance with the prosecutor's statement on the termination of the proceedings by a court criminal order in which the procedural document instituting the proceedings is filed in court in January 2020 or later, are dealt with using information and electronic communication technologies. 2019-11-29 Resolution of the Judicial Council

**064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires The Legal Aid Information System (TEISIS) is currently being developed to increase the effectiveness of the legal aid administration process. TEISIS will allow individuals to apply for legal aid and receive it (when possible) online or, if necessary, schedule a face-to-face meeting with legal aid providers. TEISIS will also be used by legal aid authorities to retrieve relevant data concerning applicants' financial situation from different state information systems and registers.

From 2020 From 1 October, new cases of compulsory mediation, paid from the state budget, are offered and distributed to mediators who have signed compulsory mediation agreements with the Office, through the mediation subsystem of the information system TEISIS.

**064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

|                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                 | <b>Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique</b>                                                                                                                                                           |
| <b>Taux de disponibilité</b>                                                                                    | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input checked="" type="checkbox"/> NA |
| <b>Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle</b>                                     | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP                                                                              |
| <b>Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique</b> | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP                                                                              |
| <b>L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique</b>                                                 | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP                                                                              |
| <b>Information disponible dans le CMS</b>                                                                       | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP                                                                              |

**064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)**

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

**064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

|                                 | Convocations générées par le CMS    | Convocation papier obligatoire en parallèle | Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique | Modalités (si autres préciser en commentaires)                                                                                                                                               | Cadre législatif spécifique         |
|---------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>                    | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input type="checkbox"/> SMS<br><input type="checkbox"/> Courrier électronique<br><input type="checkbox"/> Application informatique spécifique<br><input checked="" type="checkbox"/> Autres | <input checked="" type="checkbox"/> |

|                       |       |     |       |                                                                                                   |       |
|-----------------------|-------|-----|-------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <b>Pénale</b>         | [ X ] | [ ] | [ X ] | [ ] SMS<br>[ X ] Courrier électronique<br>[ ] Application informatique spécifique<br>[ X ] Autres | [ ]   |
| <b>Administrative</b> | [ X ] | [ ] | [ X ] | [ ] SMS<br>[ ] Courrier électronique<br>[ ] Application informatique spécifique<br>[ X ] Autres   | [ X ] |

Commentaires It shall be noted that the summons may be transmitted to the parties via the Lithuanian courts electronic services portal e.teismas.lt. Additionally, it shall be mentioned that upon the national regulations there are particular process participants, who/which are obliged to receive courts documents electronically, for instance, notaries, bailiffs, states institutions, insurance companies and etc. These groups are stated in the legal regulation. Additionally to the question 64.4 part "Other", the summons may be send via the Lithuanian courts electronic services portal e.teismas.lt and the integration between the Lithuanian Courts Information System (LITEKO) and the Register of Administrative Offences in administrative offences cases as well.

Criminal cases: criminal court order: after the court order is accepted, a paper copy of it is sent to the accused, by registered mail, to the victim by e-mail (if the e-mail address is indicated, if not - by post), to the prosecutor by e-mail.

## Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

**064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)**

| Taux de déploiement de l'outil | Phases du procès concernées | Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire) | Cadre législatif spécifique | Disponibilité pour |
|--------------------------------|-----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|--------------------|
|                                |                             |                                                                                               |                             |                    |

|                                 |                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                              |                                         |                                                                                                                           |
|---------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0%<br>(NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction<br><input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience<br><input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois<br><input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux | <input type="checkbox"/> Courrier électronique<br><input type="checkbox"/> Application informatique spécifique<br><input checked="" type="checkbox"/> Autres | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Avocats<br><input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat |
| <b>Pénale</b>                   | <input type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0%<br>(NAP)<br><input checked="" type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction<br><input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience<br><input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois<br><input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux                                             | <input type="checkbox"/> Courrier électronique<br><input type="checkbox"/> Application informatique spécifique<br><input type="checkbox"/> Autres            | <input type="checkbox"/> Oui            | <input type="checkbox"/> Avocats<br><input type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat                       |
| <b>Administrative</b>           | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0%<br>(NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction<br><input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience<br><input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois<br><input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux | <input type="checkbox"/> Courrier électronique<br><input type="checkbox"/> Application informatique spécifique<br><input checked="" type="checkbox"/> Autres | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Avocats<br><input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat |

Commentaires

**064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)**

|                                                                                                      | Taux de déploiement de l'outil                                                                                                                                                                                      | Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)                                                                           | Cadre législatif spécifique             |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes) | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Courrier électronique<br><input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique<br><input type="checkbox"/> Autres | <input checked="" type="checkbox"/> Oui |
| Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)                                               | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Courrier électronique<br><input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique<br><input type="checkbox"/> Autres | <input checked="" type="checkbox"/> Oui |
| Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)                                                | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Courrier électronique<br><input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique<br><input type="checkbox"/> Autres | <input checked="" type="checkbox"/> Oui |
| Services de police judiciaire                                                                        | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input type="checkbox"/> Courrier électronique<br><input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique<br><input type="checkbox"/> Autres | <input checked="" type="checkbox"/> Oui |

Commentaires

**064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant. wThe general processes, operating in the Lithuanian courts electronic services portal e.teismas.lt, are applied for the submission of documents and communication with courts in the mentioned proceedings (e.g. court order is processed automatically).

### Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

**064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).**

( X ) Oui

( ) Non



**064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :**

|                                 | Taux de déploiement                                                                                                                                                                                                 | Phase de procédure                                                                                                                                                           | Cadre législatif spécifique                                             |
|---------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience<br><input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience<br><input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |
| <b>Pénale</b>                   | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience<br><input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience<br><input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |
| <b>Administrative</b>           | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience<br><input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience<br><input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |

**064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)**

( X ) Oui

( ) Non

**064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

|                                 | Taux de déploiement                                                                                                                                                                                                 | Type d'enregistrement                                                                                                                                                            | Cadre législatif spécifique                                                                                                            |
|---------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Sonore<br><input type="checkbox"/> Vidéo<br><input type="checkbox"/> Les deux<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

|                       |                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                        |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Pénale</b>         | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Sonore<br><input type="checkbox"/> Vidéo<br><input type="checkbox"/> Les deux<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Administrative</b> | <input checked="" type="checkbox"/> 100%<br><input type="checkbox"/> 50-99%<br><input type="checkbox"/> 10-49%<br><input type="checkbox"/> 1-9%<br><input type="checkbox"/> 0% (NAP)<br><input type="checkbox"/> NA | <input checked="" type="checkbox"/> Sonore<br><input type="checkbox"/> Vidéo<br><input type="checkbox"/> Les deux<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

## 064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

|                                 | <b>Admissibilité de la preuve électronique</b>                          | <b>Cadre législatif</b>                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Civile et/ou commerciale</b> | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement<br><input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé<br><input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Pénale</b>                   | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement<br><input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé<br><input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Administrative</b>           | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non | <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement<br><input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé<br><input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement<br><input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers

## 3.6. Performance et évaluation

### 3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?**

|                                              | Oui / Non            |
|----------------------------------------------|----------------------|
| <b>dans les tribunaux</b>                    | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| <b>dans les services du ministère public</b> | ( ) Oui<br>( X ) Non |

Commentaires

### **3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public**

**077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :**

[ X ] nombre de nouvelles affaires

[ X ] durée des procédures (délais)

[ X ] nombre d'affaires terminées

[ X ] nombre d'affaires pendantes

[ X ] stocks d'affaires

[ X ] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[ ] satisfaction du personnel des tribunaux

[ X ] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[ ] coûts des procédures judiciaires

[ X ] nombre de recours

[ X ] taux de recours

[ X ] clearance rate

[ X ] disposition time

[ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:**

- ☐ nombre de nouvelles affaires
- ☒ durée des procédures (délais)
- ☒ nombre d'affaires terminées
- ☒ nombre d'affaires pendantes
- ☒ stocks d'affaires
- ☐ productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- ☐ satisfaction du personnel des services du ministère public
- ☐ satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- ☐ coûts des procédures judiciaires
- ☒ clearance rate
- ☐ disposition time
- ☒ pourcentage de condamnations et d'acquittements
- ☐ autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:**

- ☒ Annuelle
- ☐ Moins fréquente
- ☐ Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser :

**073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?**

- ☒ Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

☒ Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

☒ Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

☐ Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?**

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

**073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?**

☐ Annuelle

☐ Moins fréquente

☒ Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : Chief prosecutors of the departments of the prosecutor's offices are regularly provided with monthly data based on basic indicators of the performance of public prosecution offices, every 3 months – with the larger scale of performance data.

**073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?**

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

**073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?**

☒ Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

☒ Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

☒ Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

☐ Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

=

**079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?**

☒ Conseil Supérieur de la Magistrature

☐ Ministère de la Justice

☐ Organe d'inspection

☐ Cour Suprême

☐ Organe d'audit externe

☐ Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### **079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?**

☐ Conseil supérieur des procureurs

☐ Ministère de la Justice

☒ Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

☒ Procureur général /Procureur de la République

☐ Organe d'audit externe

☒ Autre (veuillez préciser) : Collegium of the Prosecution Service of the Republic of Lithuania, which is an advisory body to the Prosecutor General.

Commentaires Other: Collegium of the Prosecution Service of the Republic of Lithuania, which is an advisory body to the Prosecutor General.

### **3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public**

#### **070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :**

☒ nombre de nouvelles affaires

☒ durée des procédures (délais)

☒ nombre d'affaires terminées

☒ nombre d'affaires pendantes

☒ stocks d'affaires

☒ productivité des juges et des personnels des tribunaux

☐ satisfaction du personnel des tribunaux

☒ satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

☐ coûts des procédures judiciaires

☐ nombre de recours

☐ taux de recours

☒ clearance rate

☐ disposition time

☐ autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

#### **070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :**

☒ nombre de nouvelles affaires

☒ durée des procédures (délais)

☒ nombre d'affaires terminées

☒ nombre d'affaires pendantes

- ☒ stocks d'affaires
- ☒ productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- ☐ satisfaction du personnel des services du ministère public
- ☐ satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- ☐ coûts des procédures judiciaires
- ☒ clearance rate
- ☐ disposition time
- ☒ pourcentage de condamnations et d'acquittements
- ☐ autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### 071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- ☒ en matière civile
- ☒ en matière pénale
- ☒ en matière administrative

Commentaires

### 072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

|                                       | Oui (Si oui, veuillez préciser)                      | Non   |
|---------------------------------------|------------------------------------------------------|-------|
| dans les tribunaux                    | ( X ) ) through administrative supervision mechanism | ( )   |
| dans les services du ministère public | ( )                                                  | ( X ) |

Commentaires courts: through administrative supervision mechanism

## 3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

### 080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

( X ) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :National Courts Adminsitration, L. Sapiegos st. 15, Vilnius, Lithuania

( ) Non

Commentaires

### 080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?

- ( X ) Oui, sur internet
- ( ) Non, seulement en interne (sur un site intranet)
- ( ) Non

=

**080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?**

( X ) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Information Technology and Communications department under the Ministry of Interior of the Republic of Lithuania, Šventaragio g. 2, Vilnius

( ) Non

Commentaires

**080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?**

( X ) Oui, sur internet

( ) Non, seulement en interne (sur un site intranet)

( ) Non

Commentaires

=

**081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

**081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

[ X ] Internet

[ ] Intranet

[ ] Diffusion papier

Commentaires

**081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

( X ) Annuelle

( ) Moins fréquente

( ) Plus fréquente

Commentaires

=

**081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le**



**nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

**081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

[ X ] Internet

[ X ] Intranet

[ ] Diffusion papier

Commentaires

**081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

( X ) Annuelle

( ) Moins fréquente

( ) Plus fréquente

Commentaires

### 3.6.5 Administration des tribunaux

**082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### 3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

**083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :**

[ ] Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

[ X ] Pouvoir législatif

[ X ] Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

[ ] Président de la juridiction

[ ] Autre (veuillez préciser) : .....

[ ] NAP

Commentaires

**114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :**

( ) Annuelle

( X ) Moins fréquente

( ) Plus fréquente

=

**083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :**

[ ] Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

[ ] Procureur général /Procureur de la République

[ ] Conseil supérieur des procureurs

[ ] Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

[ ] Autre (veuillez préciser) : .....

[ X ] NAP

Commentaires

**120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :**

( ) Annuelle

( X ) Moins fréquente

( ) Plus fréquente

Commentaires

**C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : the Law on Courts of the Republic of Lithuania, National Courts Administration, Prosecutor General's Office

## 4.Procès équitable

### 4.1.Principes

#### 4.1.1Principes du procès équitable

**084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?**

[            ]

[ X ] NA

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

**085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

**085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?**

[            ]

[ X ] NA

Commentaires

**086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la**

## Convention européenne des droits de l'homme ?

☒ Pour les procédures civiles (non-exécution)

☒ Pour les procédures civiles (durée)

☒ Pour les procédures pénales (durée)

☐ NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) :

### 086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?

☒ Oui

☐ Non

☐ NAP

Commentaires

### D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Rules of the Agent of the Government of the Republic of Lithuania to the European Court of Human Rights (adopted by the resolution of the Government of 3 July 1995 No. 929)

Code of Civil Procedure of the Republic of Lithuania

Code of Criminal Procedure of the Republic of Lithuania

Law on Administrative Proceedings of the Republic of Lithuania

Code of Administrative Offenses of the Republic of Lithuania

## 4.2.Durée des procédures

### 4.2.1 Informations générales

### 087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

☒ en matière civile

☒ en matière pénale

☒ en matière administrative

☐ Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### 088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

☒ en matière civile (petits litiges)

☒ en matière pénale (infractions mineures)

☒ en matière administrative

☐ Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?**

☒ affaires civiles

☐ affaires pénales

☒ affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : These cases imply court orders.

**089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?**

☒ Oui

☐ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In practice there may be some arrangements within the limits of stipulated regulation (for instance the date of the hearing, etc.).

#### 4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance



**091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"**

|                                                                                                                                                                                                         | Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf.              | Nouvelles<br>affaires                                                  | Affaires<br>terminées                                                  | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf.              | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans à compter<br>de la date à<br>laquelle l'affaire<br>est portée<br>devant les<br>tribunaux de<br>1ère instance |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total d'affaires "autres<br/>que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>                                                                                                                                 | 28 622<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | 194 686<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | 188 311<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | 34 997<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | 1 602<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP                                                                                          |
| <b>1. Affaires civiles (et<br/>commerciales) contentieuses<br/>(dont les affaires contentieuses<br/>relatives à l'exécution, si possible<br/>sans les affaires administratives,<br/>v. catégorie 3)</b> | 22 385<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | 92 723<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP  | 87 093<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP  | 28 015<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | 1 252<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP                                                                                          |
| <b>2. Affaires non contentieuses<br/>(2.1+2.2+2.3)</b>                                                                                                                                                  | 964<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP    | 64 005<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP  | 64 088<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP  | 881<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP    | 3<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP                                                                                              |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                            |                             |                             |                            |                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------------------|--------------------------|
| <b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b> | 566<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 58 023<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 58 102<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 487<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   |
| <b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP      |
| <b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP      |
| <b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP      |
| <b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP      |
| <b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 398<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 5 982<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 5 986<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 394<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   |
| <b>3. Affaires administratives</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 3 943<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 14 353<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 13 994<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 4 302<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 345<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>4. Autres affaires</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 1 330<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 23 605<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 23 136<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 1 799<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 2<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   |

Commentaires "Pending non-litigious cases": general decrease of number of cases and application of administrative means.

The number of resolved civil and commercial litigious cases might have been affected by the pandemic as not all the categories of cases could have been adjudicated remotely. The number of administrative cases, as well as for civil and commercial litigious cases could have decreased because of the need for some period to adapt IT and video conference equipment in the situation emerged. The increase of number of pending administrative cases older than 2 years is related to decisions of courts in environmental law cases to stay proceedings pending a decision in a related case, which will be a preliminary ruling in another case: legal entities are challenging a decision requiring them to pay a tax on the pollution of packaging waste from which they were exempted because they had concluded a contract for the organization of waste management. As the documents proving the waste management issued by the licensed recycler were canceled, the documents certifying the waste management of other entities were canceled, which obliged the entities (which had a contract with the waste manager to organize packaging waste management) to pay this fee. The cases are suspended and pending a decision in a case challenging a decision declaring waste management documents issued to applicants invalid because it will have a preliminary ruling in these cases.

**092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. Court orders

**093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. Cases of administrative offences and cases of administrative offences in process of enforcement (execution).

**094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.**

|                                                    | Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf. | Nouvelles<br>affaires       | Affaires<br>terminées       | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf. | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans à compter<br>de la date à<br>laquelle l'affaire<br>est portée<br>devant les<br>tribunaux de<br>1ère instance |
|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total d'affaires pénales<br/>(1+2+3)</b> | 2 907<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               | 17 225<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 16 779<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 3 353<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               | 208<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                      |
| <b>1. Infractions graves</b>                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                           |
| <b>2. Infractions mineures</b>                     | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                           |
| <b>3. Autres affaires pénales</b>                  | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                           |

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :

**4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance**



**097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »**

|                                                                         | Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf. | Nouvelles<br>affaires       | Affaires<br>terminées       | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf. | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans à compter<br>de la date à<br>laquelle l'affaire<br>est portée<br>devant les<br>tribunaux de<br>2ème instance |
|-------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total d'affaires "autres<br/>que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b> | 7 320<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               | 15 742<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 17 657<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 5 405<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               | 37<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                       |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                            |                             |                             |                            |                         |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------------------|-------------------------|
| <b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>                                                                                                                                                                                                            | 3 305<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 10 788<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 11 941<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 2 152<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 15<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP     |
| <b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP     |
| <b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP         | [ ] NA<br>[ X ] NAP         | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP     |
| <b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP         | [ ] NA<br>[ X ] NAP         | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP     |
| <b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP         | [ ] NA<br>[ X ] NAP         | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP     |
| <b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP         | [ ] NA<br>[ X ] NAP         | [ ] NA<br>[ X ] NAP        | [ ] NA<br>[ X ] NAP     |
| <b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP         | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP     |
| <b>3. Affaires administratives</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 3 839<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 3 286<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 4 021<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 3 104<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 2<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>4. Autres affaires</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 176<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 1 668<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 1 695<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 149<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Second instance courts deal with some non-litigious cases, but their number is insignificant.

## 098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.



|                                                    | Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf. | Nouvelles<br>affaires      | Affaires<br>terminées      | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf. | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans à compter<br>de la date à<br>laquelle l'affaire<br>est portée<br>devant les<br>tribunaux de<br>2ème instance |
|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total d'affaires pénales<br/>(1+2+3)</b> | 759<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 4 466<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 4 418<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 807<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 7<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                        |
| <b>1. Infractions graves</b>                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                           |
| <b>2. Infractions mineures</b>                     | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                           |
| <b>3. Autres affaires</b>                          | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                           |

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

#### 4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême



##### 099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

|                                                                                                                                                                                                         | Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf. | Nouvelles<br>affaires    | Affaires<br>terminées    | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf. | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans à compter<br>de la date à<br>laquelle l'affaire<br>est portée<br>devant la Cour<br>suprême |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total d'affaires "autres<br/>que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>                                                                                                                                 | 328<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 546<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 466<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 408<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                      |
| <b>1. Affaires civiles (et<br/>commerciales) contentieuses<br/>(dont les affaires contentieuses<br/>relatives à l'exécution, si possible<br/>sans les affaires administratives,<br/>v. catégorie 3)</b> | 307<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 447<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 365<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 389<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                      |
| <b>2. Affaires non contentieuses<br/>(2.1+2.2+2.3)</b>                                                                                                                                                  | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                                                                                                         |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                         |                         |                          |                         |                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|-------------------------|------------------------|
| <b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b> | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| <b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| <b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| <b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| <b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| <b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| <b>3. Affaires administratives</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP    |
| <b>4. Autres affaires</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 21<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 99<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 101<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 19<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. In 2019, the Supreme Court of Lithuania examined fewer cases than were received, therefore the number of pending cases increased at the end of the year. However, it should be noted that in 2019 the Supreme Court of Lithuania has provided a number of important and particularly socially sensitive interpretations in both civil, criminal and administrative offences cases.

The decrease in the number of resolved civil and commercial litigious cases and accordingly the increase in the number for pending cases at the end of 2020 are due to the reduction in the number of judicial posts and the lengthy appointment by Parliament procedures for vacancies.

### 099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

( X ) Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure .....

( ) Non

Commentaires

### 100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

|                                                    | Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf. | Nouvelles<br>affaires    | Affaires<br>terminées    | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf. | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans à compter<br>de la date à<br>laquelle l'affaire<br>est portée<br>devant la Cour<br>suprême |
|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total d'affaires pénales<br/>(1+2+3)</b> | 93<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                  | 261<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 265<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 86<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                  | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                      |
| <b>1. Infractions graves</b>                       | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                                                                                                         |
| <b>2. Infractions mineures</b>                     | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                                                                                                         |
| <b>3. Autres affaires pénales</b>                  | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                                                                                                         |

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :  
general decrease of number of cases

## 4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

### 101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

|                            | Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf. | Affaires<br>nouvelles      | Affaires<br>terminées      | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf. | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans |
|----------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| <b>Divorce contentieux</b> | 582<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 7 378<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 7 557<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 403<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                           |
| <b>Licenciement</b>        | 51<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                  | 178<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 161<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 68<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                  | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                           |
| <b>Faillite</b>            | 3 178<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               | 2 282<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 3 215<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 2 245<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               | 763<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                         |
| <b>Vol avec violence</b>   | 96<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                  | 257<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 245<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 108<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 6<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                           |
| <b>Homicide volontaire</b> | 60<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                  | 108<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 99<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    | 69<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                  | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                           |

Commentaires Pending on 31 December 2020 litigious divorce cases: the result of the decrease in the number of incoming cases and the compulsory mediation in pretrial stage.

Insolvency cases: general decrease in number of cases

Robbery cases: general decrease in number of cases

**101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.**

|                                                                                                                                                     | Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf. | Affaires<br>nouvelles    | Affaires<br>terminées    | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf. | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| Procédures non-juridictionnelles<br>relatives aux demandeurs d'asile<br>(statut de réfugié en application<br>de la Convention de Genève de<br>1951) | 427<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 321<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 620<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 128<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | [ X ] NA<br>[ ] NAP                              |
| Procédures non-juridictionnelles<br>relatives au droit de l'entrée et du<br>séjour des étrangers                                                    | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                              |
| Affaires relatives aux<br>demandeurs d'asile (statut de<br>réfugié en application de la<br>Convention de Genève de 1951)                            | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                      | [ X ] NA<br>[ ] NAP                              |
| Affaires relatives au droit de<br>l'entrée et du séjour des étrangers                                                                               | 109<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 392<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 370<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 131<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                 | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                           |

Commentaires

**101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :**

. Asylum in Lithuania can take one of these forms:

- Refugee status,
- Subsidiary protection,
- Temporary protection.

A refugee is a foreigner (a citizen of a foreign state or a stateless person) who due to experienced persecution or to the well founded fear to be persecuted in his / her country of origin is unable or unwilling to avail him / herself of the protection of that country. A well-founded fear for being persecuted must be for reasons of race, religion, nationality, political opinion or membership of a particular social group.

A subsidiary form of protection in Lithuania is provided for a foreigner who does not confirm to the refugee criteria, however, he / she can not be returned to his / her country of origin because of the fear of torture, inhuman treatment, or danger to his / her basic human rights and freedoms because of the prevailing violence in that country, military conflict or other situation that causes systematic violations of human rights.

Temporary form of protection is a protection provided for foreigners in the situation of their mass influx. The decision to provide this form of protection for foreigners is taken by the decision of the Government of the Republic of Lithuania. A foreigner is not entitled with a right to lodge an application to receive this form of protection and such cases are not examined on an individual basis.

Asylum granted to a foreigner in Lithuania means that the foreigner will be issued with a temporary or permanent residence permit, accordingly - conventional refugees get permanent residence permit, and those with subsidiary protection status receive temporary residence permit grounds for which are reviewed every year and, if the reasons have not ceased to exist, a foreigner remains on the same legal status in the country. According to the law, foreigners granted any form of asylum are entitled with the right to participate in the program of social integration.

An asylum application can be lodged at the state border crossing point, in a territorial police office, or at the Foreigners' Registration Centre.

If a foreigner seeks for an asylum in Lithuania and has arrived in the country illegally (without Lithuanian visa or a valid travel document), he / she must submit the application without delay. Otherwise the foreigner can be punished for illegal entrance to the country.

Within 48 hours from the moment of submission of an asylum application the Migration Department has to make a decision on granting a temporary territorial asylum to an applicant while his / her application is under procedure in the Republic of Lithuania. If the Migration Department refuses to grant temporary territorial asylum, a foreigner can appeal against this decision to the district administrative court. If a foreigner has arrived legally but can not afford staying in Lithuania on his / her own or has arrived and stays illegally, he / she is accommodated in the Foreigners' Registration Centre. If a foreigner wishes to live in Lithuania on his / her own resources and has arrived or resides here legally (with valid travel document and visa if it is necessary), he / she can be permitted to choose his / her residence place by the decision of the Migration Department. Restrictions of movement of an applicant can only be applied by the respective court decision.

The examination of an asylum application is proceeded in the Migration Department. If the decision of the Migration Department is to refuse asylum, an applicant can appeal against the decision to the district administrative court. The court, having examined the appeal, can take a decision to oblige the Migration Department to reexamine the case in substance. The court can also reject an appeal.

Information on the asylum procedure (in english as well): <https://www.migracija.lt/noriu-gauti-prieglobst%C4%AF-lr-scheme-of-proceedings> <https://mipas.lt/wp-content/uploads/2017/08/Prieglobs%C4%8Dio-suteikimo-LT-tvarka.pdf>

## 101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie enfantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

|                               | Affaires<br>pendantes au<br>1er janvier<br>année de réf. | Affaires<br>nouvelles    | Affaires<br>terminées    | Affaires<br>pendantes au 31<br>décembre année<br>de réf. | Affaires<br>pendantes<br>depuis plus de 2<br>ans à compter<br>de la date à<br>laquelle l'affaire<br>est portée<br>devant les<br>tribunaux de<br>1ère instance |
|-------------------------------|----------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Abus sexuels d'enfants</b> | 73<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                  | 107<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 121<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 59<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                  | 2<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                        |
| <b>Pornographie enfantine</b> | 15<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                  | 86<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 82<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | 19<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                  | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                                                                                                        |

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système : Child sexual abuse

Article 149 Paragraph 3,4. Rape: Rape a minor, rape a young child, A legal entity shall also be held liable.

Article 150 Paragraph 3, 4. Sexual assault: against a person's will, satisfying his/her sexual desires through anal, oral or interfeemoral intercourse by using physical violence or by threatening the immediate use thereof or by otherwise depriving the victim of a possibility of resistance or by taking advantage of the helpless state of the minor / young child;

A legal entity shall also be held liable

Article 151 Paragraph 2. Sexual abuse: by threatening to resort to violence, using other mental coercion or by taking advantage of a person's dependency, compelling the person to have sexual intercourse with or otherwise satisfy sexual desires of the offender or a third person – actions provided in respect of a minor;

Article 151(1). Satisfaction of sexual desires by violating a minor's freedom of sexual self- determination and/or inviolability:

1.having a sexual relationship or otherwise satisfying his sexual desires with a person under the age of sixteen years, in the absence of

- signs of raping, sexual abuse or coercing into a sexual act,
- 2.having sexual intercourse or otherwise satisfying his sexual desires with a minor upon offering, promising to provide or upon providing to him or to another person in consideration money or a consideration of another form, in the absence of characteristics of a rape, sexual assault or sexual abuse,
- 3.A father, mother, guardian, custodian or another lawful representative of a child or a person holding statutory powers in respect of a minor who has sexual intercourse or otherwise satisfied his sexual desires with that minor, in the absence of characteristics of a rape, sexual assault or sexual abuse,
- 4.the person who committed the acts provided for in paragraph 3 of this Article with a person under the age of sixteen shall be punished,
- 5.A legal entity shall also be held liable for the acts. 6.The actions indicated in paragraph 1 of this Article shall not be considered a crime if there is no significant age, mental and physical maturity difference between participants in the actions.

Article 152 (1). Grooming of a person under the age of sixteen years: proposing a person under the age of sixteen years to meet for the purpose of having a sexual intercourse or otherwise satisfying his sexual desires or exploiting him for the production of pornographic material, provided that following this proposal he undertakes specific actions for the meeting to take place (legal entity shall also be held liable for the acts)

Article 153. Sexual abuse of a person under the age of sixteen years: carrying out sexual abuse actions in respect of a person under the age of sixteen years (legal entity shall also be held liable for the acts)

Article 307 Paragraph 3. Gaining Profit from Another Person’s Prostitution: profiting from the prostitution of a minor or organising or controlling the prostitution of the minor or otherwise exploiting the prostitution of the minor (legal entity shall also be held liable);

Article 308 Paragraph 3. Involvement in Prostitution: recruiting, forcing to engaging in prostitution or, by any other means, involving in prostitution a minor (legal entity shall also be held liable);

Child pornography

Article 162. Exploitation of a Child for Pornography

- 1. recruiting, forcing to participate or involving a child in pornographic events or exploiting the child for such purposes or exploiting the child for the production of pornographic material or gaining profit from such activities of the child
- 2. Taking part in a pornographic event wherein a child is involved;
- 3. A legal entity shall also be held liable for the acts provided for in this Article.

Article 309. Possession of Pornographic Material: producing, acquiring, storing, demonstrating, advertising, offering or distributing pornographic material displaying a child or presenting a person as a child or, by meaning of information and communications technologies and other means, acquiring or providing access to pornographic material displaying a child or presenting a person as a child (Paragraph 2);

for the purpose of distribution, producing or acquiring or distributing a large quantity of pornographic material displaying a young child (Paragraph 3); (a legal entity shall also be held liable);

**102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d’un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d’affaires pendantes depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l’introduction du recours jusqu’au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d’instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d’exécution.**

|                                                       | % des décisions ayant fait l’objet d’un appel                                                                        | Durée moyenne en 1ère instance (en jours)                       | Durée moyenne en 2ème instance (en jours)                        | Durée moyenne en 3ème instance (en jours)                        | Durée moyenne de la procédure complète (en jours)   | % d’affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances                                              |
|-------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Affaires civiles et commerciales contentieuses</b> | <div> <div></div> <div>Valeur numérique maximale autorisée : 100</div> <div>[ X ] NA</div> <div>[ ] NAP</div> </div> | <div> <div>98</div> <div>[ ] NA</div> <div>[ ] NAP</div> </div> | <div> <div>134</div> <div>[ ] NA</div> <div>[ ] NAP</div> </div> | <div> <div>195</div> <div>[ ] NA</div> <div>[ ] NAP</div> </div> | <div> <div>[ X ] NA</div> <div>[ ] NAP</div> </div> | <div> <div>Valeur numérique maximale autorisée : 100</div> <div>1</div> <div>[ ] NA</div> <div>[ ] NAP</div> </div> |

|                            |                                                                      |                                 |                                 |                                 |                     |                                                                                 |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Divorce contentieux</b> | Valeur numérique maximale autorisée : 100<br><br>[ X ] NA<br>[ ] NAP | <b>44</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | <b>66</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | <b>162</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | Valeur numérique maximale autorisée : 100<br><br><b>16</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>Licenciement</b>        | Valeur numérique maximale autorisée : 100<br><br>[ X ] NA<br>[ ] NAP | <b>126</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | <b>69</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | <b>173</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | Valeur numérique maximale autorisée : 100<br><br><b>0</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>Faillite</b>            | Valeur numérique maximale autorisée : 100<br><br>[ X ] NA<br>[ ] NAP | <b>379</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | <b>66</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP  | <b>191</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | Valeur numérique maximale autorisée : 100<br><br><b>19</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>Vol avec violence</b>   | Valeur numérique maximale autorisée : 100<br><br>[ X ] NA<br>[ ] NAP | <b>180</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | <b>109</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | <b>129</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | Valeur numérique maximale autorisée : 100<br><br><b>4</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| <b>Homicide volontaire</b> | Valeur numérique maximale autorisée : 100<br><br>[ X ] NA<br>[ ] NAP | <b>207</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | <b>153</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | <b>158</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | Valeur numérique maximale autorisée : 100<br><br><b>1</b><br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |

Commentaires Pandemic situation might have had the impact on oral procedure which is prevailing in criminal procedure. Generally speaking, pandemic situation might have had an impact on oral procedure providing more time for written procedure which is prevailing at second and third instance.

Robbery: concerning "% of cases pending for more than 3 years for all instances", the absence/hiding of an accused might explain the increase.

### 103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. 1. In order to divorce by mutual consent, all three conditions listed in Article 3.51 of the Civil Code of the Republic of Lithuania (hereinafter - the CC) must be met:

1) More than 1 year has elapsed since the marriage took place (if 1 year has not elapsed since the marriage, the marriage can still be divorced, but in this case the court will have to apply to a general dispute procedure with a request for divorce due to the fault of both spouses, ie go to court under the simplified procedure).

2) Both spouses have entered into an agreement on the consequences of the divorce (division of property, maintenance of children, etc.).

3) Both spouses are fully active in this field.

The following aspects must be specified (discussed) in the agreement on the consequences of divorce

1) Reasons for divorce.

2) Division of property: (i) how much registered and unregistered property the spouses have; (ii) to whom the property (personal or

joint venture) belongs; (iii) how much and what property each spouse receives after the divorce.

3) Debt sharing: (i) indicate both personal and total debts; (ii) an indication of how much and what debts remain with each spouse; (iii) either spouse can accept any debts (both personal and joint) in his or her own name, but the consent of the creditor is required, without which the court will not approve the contract. Evidence that the creditors have been notified of the intention to divorce and a copy of the legal consequences of the divorce agreement must be provided to the court. If the claims of the spouses or one of them are filed during the divorce proceedings, the proceedings are suspended until the creditors' claims are resolved.

4) Place of residence of minor children, living conditions: with which parents and where the minor children stay to live.

5) Maintenance for minor children: a specific amount of maintenance must be paid by one of the parents with whom the child does not live (according to Lithuanian case law, the recommended minimum amount of maintenance (child support) for one child from both parents should be at least the minimum monthly salary) ;

6) Procedure for communication with minor children: It is discussed in detail how, when one of the parents living apart, will meet with the children.

7) Maintenance between spouses: will the other spouse pay maintenance to the other spouse after the divorce, and if so, to what extent.

8) Surnames of the spouses: whether the surname of the spouse is left after the divorce or whether the pre-marital (maiden) surname is to be recovered.

The application for divorce by mutual consent and the agreement on the legal consequences of the divorce must be submitted by the spouses to the district court of the place of residence of one of the spouses.

Applicants are exempted from stamp duty when applying to a court for divorce by mutual consent.

An application for divorce by mutual consent shall be examined in court no later than within thirty days from the date of its acceptance. The court, in its decision on divorce, also approves the agreement submitted by the spouses on the consequences of the divorce, the content of which is included in the court decision. If the agreement on the consequences of the divorce is contrary to public policy or substantially infringes the rights and legitimate interests of the minor children of the spouses or one of the spouses, the court does not approve the agreement and suspends the divorce proceedings until the spouses enter into a new agreement. If the spouses do not comply with the court's instructions on the content of the contract within six months from the date of the stay of the proceedings, the court shall leave the application unexamined.

The court's decision on the divorce is final and has the force of law for its parties. In the event of a substantial change in circumstances (illness of one of the former spouses, incapacity for work, etc.), the former spouses or one of them may apply to the court for a change in the terms of the contract as a result of the divorce.

2. At the request of one of the spouses, which is submitted to the district court of the applicant's place of residence, the marriage may be dissolved under at least one of the following conditions:

- 1) the spouses have been living apart for more than one year;
- 2) one spouse has been recognized as incapable in this field or a limited factor in this field by a court decision after the marriage;
- 3) one spouse has been declared unknown by a court decision;
- 4) one spouse is serving a custodial sentence of more than one year for an unintentional crime.

The case is being heard under an extraordinary court procedure. When deciding on a divorce at the request of one of the spouses, the court must also decide on the residence of the minor children of the spouses, the participation in their upbringing and the establishment and maintenance of the minor children's communication with the separated parent, and the maintenance of the spouse and the division of their joint property. , unless the property is divided by a joint agreement of the spouses, certified by a notary, or a court decision on the division of the joint property has entered into force.

3. An action for divorce is brought in the district court of the defendant's place of residence. If the plaintiff has minor children living with him, an action for divorce may also be brought in the district court according to the plaintiff's place of residence. An action for marriage annulment is brought according to the place of residence of the defendants or one of them.

In divorce proceedings, the court takes measures to reconcile the spouses and has the power to set a time limit for the spouses to reconcile. The total period allowed for the spouses to reconcile may not exceed six months. If a conciliation period is set, the proceedings are suspended. The case is reopened after the deadline set by the court at the request of one of the spouses. Depending on the circumstances of the case, the court may, at the request of one of the parties, shorten the time allowed for conciliation. The application is left unexamined without summoning the parties, unless one of the spouses requests a divorce within one year of the start of the conciliation period. The term for conciliation shall not be granted if the application of the spouses is likely to prejudice the



interests of the spouse or of the minor children of the spouse seeking divorce. The provisions of this paragraph shall also apply in cases of legal separation.

The parties shall notify the court of the conciliation. Upon receipt of the parties' application for conciliation, the court shall close the case by order. A court order on divorce does not preclude a new application for divorce or legal separation.

Pending the decision, the court may grant interim measures in the interests of the spouses, the children and one of the spouses.

The marriage is dissolved if the court finds that it is not possible for the spouses to continue living together and save the family.

The court annuls the marriage when it establishes at least one of the grounds for marriage annulment.

When deciding on divorce, the court must resolve the claims regarding the maintenance of the children, their place of residence, participation in their upbringing and the establishment of the procedure for communication of the minor children with the separated parent, maintenance of one spouse and division of property, damages, if any, issues. When annulling a marriage, the court must resolve the issues of maintenance of the children and the honest spouse, as well as the place of residence of the children, their participation in their upbringing and the procedure for communication of minor children with the separated parent.

#### 104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. The duration of cases is calculated from the time the case is brought in court, i. y. acceptance of a procedural document (action, appeal, cassation appeal) prior to the adoption of a court decision (in a specific instance).

### 4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public

#### 105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

☒ [ X ] diriger ou superviser l'enquête policière

☒ [ X ] mener des enquêtes

☒ [ X ] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes

☒ [ X ] porter une accusation

☒ [ X ] soumettre l'affaire au tribunal

☒ [ X ] proposer une peine au juge

☒ [ X ] faire appel

☐ [ ] superviser la procédure d'exécution

☒ [ X ] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)

☐ [ ] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

☒ [ X ] autres attributions significatives (veuillez préciser) :to examine petitions, applications and complaints submitted by individuals and participants to the proceedings; to participate in drafting and implementation of national and international crime prevention programmes; to participate in the legislative procedure; to control the lawfulness of criminal intelligence actions, to coordinate criminal intelligence activities.

Commentaires "Other": to examine petitions, applications and complaints submitted by individuals and participants to the proceedings; to

participate in drafting and implementation of national and international crime prevention programmes; to participate in the legislative procedure; to control the lawfulness of criminal intelligence actions, to coordinate criminal intelligence activities.

## 106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

☒ affaire civiles

☒ affaires administratives

☒ affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : 2020 July 1 the Law on Confiscation of Civil Property entered into force, the aim of which is prevention of organized crime, corruption and selfish crimes. The Prosecutor's Office is entrusted with the main functions in the process of confiscation of civil property: to make a decision to open and end the property investigation, to organize or conduct property investigation or separate actions himself/herself, to decide on seizure of property, to lodge a claim and to participate in court proceedings in accordance with the procedure established by the Code of Civil Procedure.

## 107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

|                                                                                                                                            | Nombre d'affaires                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| <b>1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence</b>                                                                        | 25 339<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP  |
| <b>2. Affaires nouvelles/reçues</b>                                                                                                        | 46 361<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP  |
| <b>3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)</b>                                                                                              | 50 855<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP  |
| <b>3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)</b>                                                                | 24 632<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP  |
| <b>3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié</b>                                                       | 5 066<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP   |
| <b>3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière</b> | 17 092<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP  |
| <b>3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité</b>                                                                | 2 474<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP   |
| <b>3.1.4 Classement pour d'autres raisons</b>                                                                                              | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| <b>3.2.. Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur</b>                                             | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| <b>3.3. Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons</b>                                                                      | 280<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP     |
| <b>3.4. Affaires portées devant les tribunaux</b>                                                                                          | 25 943<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP  |

**4. Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence**

23 035

☐ NA☐ NAP

Commentaires Cases closed by the public prosecutor for other reasons: cases closed under Paragraph 3 Article 68 of the Criminal Procedure Code - when criminal act has been committed in the territory of the Republic of Lithuania by a citizen of a foreign country or other person who have subsequently left the Republic of Lithuania, the Prosecutor General's Office of the Republic of Lithuania may request foreign country to take over the criminal case. When criminal case is taken over by another country, the one in Lithuania is discontinued. The number of registered crimes is gradually decreasing since 2017 in Lithuania, and this affects number of incoming cases, processed cases, discontinued cases and cases brought to court.

The reason for the non-compliance of the result of the formula used ((pending cases on 1 January 2020 + incoming cases) – processed cases = pending cases on 31 December 2020) is a result of different sources of data and their differing formulas for calculating some statistical indicators. Numbers of „Pending cases“ and „Incoming cases“ is taken from the national register, however number of „Processed cases“ is taken from registers of the Lithuanian Prosecution Service.

**107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?**

|                                                               | Total                                                                  | Infractions graves                                                     | Infractions mineures                                                   |
|---------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| Nombre total de procédures du plaider coupable                | 16 672<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP  | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux | 16 672<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP  | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| Pendant la procédure judiciaire principale                    | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |

Commentaires

**109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?**☒ Oui☐ Non

Commentaires

**D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : Prosecutor General's Office of the Republic of Lithuania

**5. Carrière des juges et procureurs****5.1. Recrutement et promotion****5.1.1 Recrutement et promotion des juges****110. Comment les juges sont-ils recrutés ?**

☐ ] principalement par concours (concours ouvert)

☐ ] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

☒ ] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

☐ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

## 111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

☒ ] Une instance composée seulement de juges

☐ ] Une instance composée seulement de non juges

☐ ] Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges

☐ ] Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : From 1 January 2020 the competence of the Judicial Council in the selection procedures has been extended (strengthened). The Judicial Council appoints three members of the panel for the selection of judges (it should be noted, that until this change the members of the Selection Commission were appointed by the President of the Republic of Lithuania, no members of the Judicial Council could be appointed). Besides, the Judicial Council is involved in the coordination of the procedure of this panel, as approved by the President. The Judicial Council advises the President of the Republic of Lithuania on the appointment of judges at all levels: nominations for judges of the Supreme Court of Lithuania also are considered in standard procedure. A judge of the Supreme Court shall be appointed by the Parliament, on proposal of the President of the Republic of Lithuania, and a candidate shall be chosen from the register of candidates seeking judicial career after evaluation process by the Selection Commission which also includes members appointed by the Judicial Council, which selects the best candidates according to the judge's selection criteria approved by the Judicial Council.

### 111-1. Combien de membres composent cette instance ?

|                | Total                                                                 | Hommes                                                               | Femmes                                                               |
|----------------|-----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
| <b>Membres</b> | 16<br><input type="checkbox"/> ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | 8<br><input type="checkbox"/> ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP | 8<br><input type="checkbox"/> ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP |

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres : The composition of the Judicial Council has been amended. Effective 1 November 2020, the Judicial Council consists of 17 members (before were 23 members):

1. Ex officio - the Chief Justice of the Supreme Court of Lithuania, the Chief Justice of the Court of Appeal of Lithuania, the Chief Justice of the Supreme Administrative Court of Lithuania;

2. Judges elected by the General Meeting of Judges: three from the Supreme Court of Lithuania, two from the Court of Appeal of Lithuania and one from the Supreme Administrative Court of Lithuania, three from all regional courts, one from all regional administrative courts, four from all district courts. Only judges working in different courts may be elected to the Council of Judges from the district courts and district courts. Currently, the Chairperson of the Judicial Council is the judge, elected by the General Meeting of Judges, who at the same time temporarily holds the position of the Chairperson of the Supreme Court of Lithuania. 3. The total number of members - 17 - is not full because the Chief Justice of the Supreme Court of Lithuania is not appointed to permanent office.

### 111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

( X ) Oui

☐ Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel : The President of the Republic, having received the conclusion of the Selection Commission regarding the candidates for judges, shall, no later than within 30 days, submit specific candidacies to the Judicial Council for consideration, requesting the advice of the Council of Judges. The question of appointing persons to the vacant seat shall normally be considered at the next meeting of the Judicial Council. After considering the issue of appointment of persons to judges, the Judicial Council shall advise on a specific candidacy for the President of the Republic. The Judicial Council may advise on two or more nominations for the vacant seat. The President of the Judicial Council shall notify the President of the Republic in writing of the decision of the Judicial Council regarding the advice.

Should be noticed that the implementation of GRECO recommendation from 1 January 2020 provides for the possibility to appeal the opinion of the Selection Commission to the Lithuanian Supreme Court: the candidate involved in the selection to a currently vacant or soon to be vacant seat on the district court shall have the right to produce an appeal to the Lithuanian Supreme Court on a substantial procedural violation within seven days after the publication of the findings of the selection panel, where such violations could affect the objective assessment of candidates for nomination. The Supreme Court of Lithuania is authorised to suspend the appointment of a judge to the district court in question by notifying the office of the President of the Republic of Lithuania without delay. These complaints are dealt with a panel of three judges at the Supreme Court of Lithuania; the panel is required to examine the complaint within thirty days from the date of receipt of the complaint. In the event of material procedural breaches in the selection, where this has affected objective assessment of candidates, the Supreme Court of Lithuania may instruct the Selection Commission to re-evaluate the applicant who has filed a complaint or to revoke the finding of Selection panel. In such a case, the selection for vacant or soon to be vacant seats in the district court in question shall be arranged repeatedly (Article 55(1) of the Law on Courts).

## 112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

## 113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

☐ Concours/Examen

☒ Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

☐ Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

### 113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)

☒ Les années d'expérience

☒ Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

☒ La performance (quantitative)

☒ Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

☒ Autre(s)

☐ Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s) »):

## 5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs



## 115. Quel est le statut du ministère public ?

☒ Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État

☐ Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

☐ Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)

☐ Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

☐ Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)

☐ Un modèle mixte (veuillez expliquer)

☐ Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser :

### 115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The Law of Prosecution Service of the Republic of Lithuania states, that superior prosecutor cannot instruct the prosecutor what decision should be taken in the proceedings.

### 115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?

☐ Oui

☒ Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions :

### 115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?

☐ Procureur général

☐ Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service

☐ Pouvoir exécutif

☐ Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

### 115-4. Quelle forme peuvent avoir les instructions ?

☐ Instruction orale

☐ Instruction orale avec confirmation écrite

☐ Instruction écrite

☐ Autre

☒ NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser : any instructions on what decision should be taken in the proceedings

### 115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :

- ☐ Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent
- ☐ Obligatoires
- ☐ Motivées
- ☐ Enregistrées dans le dossier
- ☐ Autre
- ☒ NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

### 115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

- ☐ Exceptionnelles
- ☐ Occasionnelles
- ☐ Fréquentes
- ☐ Systématiques
- ☒ NAP

Commentaires

### 115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☒ NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions :

### 116. Comment sont recrutés les procureurs ?

- ☐ principalement par concours (concours ouvert)
- ☐ principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- ☒ une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- ☐ autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### 117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- ☐ Une instance composée seulement de procureurs
- ☐ Une instance composée seulement de non procureurs
- ☒ Une instance composée de procureurs et de non procureurs
- ☐ Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

### 117-1. Combien de membres composent cette instance ?

|         | Total                  | Hommes              | Femmes              |
|---------|------------------------|---------------------|---------------------|
| Membres | 7<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres :

### 117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel :

### 118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

( X ) Oui

( ) Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ? .....

Commentaires

### 119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

[ ] Concours / Examen

[ X ] Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

[ ] Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

### 119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

[ X ] Les années d'expérience

[ X ] Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

[ X ] La performance (quantitative)

[ X ] Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

[ X ] Autre(s)

[ ] Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s) »):

## 5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs

### 121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

( X ) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

( ) Non



Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

**121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :**

☐ Pour des raisons disciplinaires

☒ Pour des raisons organisationnelles

☐ Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) : .....

☐ Non

Commentaires

**122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?**

☐ Oui, durée de la période probatoire (en années) : .....

☒ Non

Commentaires

**123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?**

☒ Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

☐ Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : The prosecutor must be dismissed from office:

1. Upon his/her request;
2. In the result of the disciplinary sanction (dismissal);
3. In the result of the of the sentence of conviction;
4. In the result of losing citizenship of the Republic of Lithuania;
5. If continues his/her participation in the activity of a political party or political organisation;
6. If refuses position down-grade in the result of the disciplinary sanction;
7. If refuses other position in the result of reorganisation or end of mandate (managing prosecutors);
8. If is unfit to serve as prosecutor because of medical reasons;
9. If according the Performance Evaluation Commission is unfit to serve as prosecutor.
10. Due to breach of oath.
11. Other.

**124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?**

☒ Oui, durée de la période probatoire (en années) :2

☐ Non

Commentaires

**125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?**

[                      ]

☐ NA

☒ NAP

Commentaires

### 125-1. Est-il renouvelable ?

- ☐ Oui  
☐ Non  
☒ NAP

Commentaires

### 126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

- [            ]  
☐ NA  
☒ NAP

Commentaires

### 126-1. Est-il renouvelable ?

- ☐ Oui  
☐ Non  
☒ NAP

Commentaires

## E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Law on Courts, Law on the Prosecutor's Office of the Republic of Lithuania, Prosecutor General's Office of the Republic of Lithuania

## 5.2. Formation

### 5.2.1 Formation des juges

#### 127. Types de formations proposées des juges :

|                                                                                                                | Obligatoire                                                       | Facultative                                                       | Pas de formation proposée                                         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)          | <input checked="" type="radio"/> Oui<br><input type="radio"/> Non | <input type="radio"/> Oui<br><input checked="" type="radio"/> Non | <input type="radio"/> Oui<br><input checked="" type="radio"/> Non |
| Formation continue générale                                                                                    | <input checked="" type="radio"/> Oui<br><input type="radio"/> Non | <input type="radio"/> Oui<br><input checked="" type="radio"/> Non | <input type="radio"/> Oui<br><input checked="" type="radio"/> Non |
| Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives) | <input type="radio"/> Oui<br><input checked="" type="radio"/> Non | <input checked="" type="radio"/> Oui<br><input type="radio"/> Non | <input type="radio"/> Oui<br><input checked="" type="radio"/> Non |

|                                                                                                    |                      |                      |                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| <b>Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)</b> | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| <b>Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux</b>        | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| <b>Formation continue à l'éthique</b>                                                              | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| <b>Formation continue sur la justice adaptée aux enfants</b>                                       | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |

Commentaires

## 128. Fréquence de la formation continue des juges :

|                                                                                                                       | Fréquence de la formation                                                                                                                                                                                  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Formation continue générale</b>                                                                                    | <input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| <b>Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)</b> | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| <b>Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)</b>                    | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| <b>Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux</b>                           | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| <b>Formation continue à l'éthique</b>                                                                                 | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| <b>Formation continue sur la justice adaptée aux enfants</b>                                                          | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : The Law on Courts does not regulate what kind and how often in – service training of judges is compulsory, but it is specified that in – service training is mandatory at least every 5 years from previous training.

## 5.2.2 Formation des procureurs

### 129. Types de formations proposées aux procureurs :

|                                                                                                        | Obligatoire          | Facultative          | Pas de formation proposée |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|---------------------------|
| Formation initiale                                                                                     | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue générale                                                                            | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée) | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)   | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux                   | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue à l'éthique                                                                         | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |
| Formation continue sur la justice adaptée aux enfants                                                  | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non      |

Commentaires In 2020 changes to the Law on Civil Service have been made which made “Initial training”, “General in-service training” and “In-service training for management functions” optional.

### 130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

|                                                                                                        | Fréquence de la formation continue                                                                                                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Formation continue générale                                                                            | [ ] Régulièrement (par exemple tous les ans)<br>[ X ] Occasionnellement (en fonction des besoins)<br>[ ] Pas de formation proposée |
| Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée) | [ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans)<br>[ ] Occasionnellement (en fonction des besoins)<br>[ ] Pas de formation proposée |
| Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)   | [ ] Régulièrement (par exemple tous les ans)<br>[ X ] Occasionnellement (en fonction des besoins)<br>[ ] Pas de formation proposée |

|                                                                                      |                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| Formation continue à l'éthique                                                       | <input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |
| Formation continue sur la justice adaptée aux enfants                                | <input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)<br><input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)<br><input type="checkbox"/> Pas de formation proposée |

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

### 5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

|                                                    | Formation initiale seulement | Formation continue seulement | Formation initiale et continue |
|----------------------------------------------------|------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| Institution(s) pour les juges                      | <input type="checkbox"/>     | <input type="checkbox"/>     | <input type="checkbox"/>       |
| Institution(s) pour les procureurs                 | <input type="checkbox"/>     | <input type="checkbox"/>     | <input type="checkbox"/>       |
| Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs | <input type="checkbox"/>     | <input type="checkbox"/>     | <input type="checkbox"/>       |

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

|                                                        | Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €       |
|--------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| Institution(s) pour les juges                          | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Institution(s) pour les procureurs                     | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |

Commentaires

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. The training of appointed judges (both introductory and continuous) is organized by a state institution - the National Courts Administration under the training programs of judges. These programs are approved by the Judicial Council and harmonized by the Ministry of Justice. Programs are approved annually. Organizing the training of judges is just one of the functions performed by the National Courts Administration.

New prosecutors must complete the 2-year-long professional traineeship at the prosecution service. They also attend special training for prosecutors, as well as EJTN trainings.

## 5.2.4 Nombre de formations



### 131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.

|                                                     | Nombre de formations en présentiel disponibles | Nombre de formations dispensées en présentiel en jours | Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning) |
|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Total</b>                                        | [ X ] NA<br>[ ] NAP                            | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                    | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                               |
| <b>1. Pour les juges</b>                            | 13<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                        | 55<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                | 22<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                           |
| <b>2. Pour les procureurs</b>                       | 77<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                        | 47<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                               |
| <b>3. Pour le personnel non-juge</b>                | 13<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                        | 31<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                | 17<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                           |
| <b>4. Pour le personnel non-procureur</b>           | 85<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                        | 45<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                               |
| <b>5. Formations pour les autres professionnels</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP                            | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                    | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                                               |

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice . Some training for prosecutors are open to pre-trial investigation officers, specialised pretrial investigation units, judges and NGOs. Prosecutor General's Office does not collect statistical data on different formats of training, therefore training data includes in-person, online and hybrid training.

The number of delivered in-person training courses decreased and the number of online training courses increased due to the pandemic and the resulting exceptional circumstances.

### 131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

|              | Nombre de participants aux formations en présentiel | Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning) |
|--------------|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| <b>Total</b> | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                 | [ X ] NA<br>[ ] NAP                                         |

|                                |                            |                          |
|--------------------------------|----------------------------|--------------------------|
| <b>Juges</b>                   | 475<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 390<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>Procureurs</b>              | 1 371<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP      |
| <b>Personnel non-juge</b>      | 208<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | 394<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>Personnel non-procureur</b> | 561<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   | [ X ] NA<br>[ ] NAP      |
| <b>Autres professionnels</b>   | [ X ] NA<br>[ ] NAP        | [ X ] NA<br>[ ] NAP      |

Commentaires Judicial training program and training plan for 2020; Centralized training and qualification development plan for judicial civil servants and employees working under contract for 2020; statistics collected from working documents.

Prosecutor General's Office does not collect statistical data on different formats of training, therefore training data includes in-person, online and hybrid training.

### 5.3.Exercice de la profession

#### 5.3.1 Salaires et avantages des juges et procureurs



#### 132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

|                                                                                                                                                                                             | <b>Salaires annuels<br/>brut, en €</b> | <b>Salaires annuels nets,<br/>en €</b> | <b>Salaires annuels bruts<br/>en monnaie nationale</b> | <b>Salaires annuels nets<br/>en monnaie nationale</b> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|----------------------------------------|--------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|
| <b>Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière</b>                                                                                                                          | 36 267<br>[ ] NA<br>[ ] NAP            | 21 941<br>[ ] NA<br>[ ] NAP            | 36 267<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                            | 21 941<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                           |
| <b>Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)</b>                | 49 698<br>[ ] NA<br>[ ] NAP            | 30 067<br>[ ] NA<br>[ ] NAP            | 49 698<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                            | 30 067<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                           |
| <b>Procureur au début de sa carrière</b>                                                                                                                                                    | 29 357<br>[ ] NA<br>[ ] NAP            | 17 761<br>[ ] NA<br>[ ] NAP            | 29 357<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                            | 17 761<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                           |
| <b>Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).</b> | 47 038<br>[ ] NA<br>[ ] NAP            | 28 458<br>[ ] NA<br>[ ] NAP            | 47 038<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                            | 28 458<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                           |

Commentaires From the 1 January 2019 the official salary ratio of district court judges was increased. In 2019 and in 2020 a higher base amount of official salary (salary) was also applied, which is used to calculate the remuneration of judges and public prosecutors (2018 - 132,5; 2019 - 173, 2020 - 176)

#### 133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

|                          | Juges                | Procureurs           |
|--------------------------|----------------------|----------------------|
| Imposition réduite       | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Retraite spécifique      | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Logement de fonction     | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Autre avantage financier | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |

Commentaires

**134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :**

[ X ] NAP

=

**135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?**

|                          | Rémunéré             | Non rémunéré         |
|--------------------------|----------------------|----------------------|
| Enseignement             | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Recherche et publication | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Arbitrage                | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Consultant               | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Fonction culturelle      | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Fonction politique       | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Médiateur                | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Autre fonction           | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

**137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?**



|                          | Rémunéré             | Non rémunéré         |
|--------------------------|----------------------|----------------------|
| Enseignement             | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Recherche et publication | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Arbitrage                | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Consultant               | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Fonction culturelle      | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| Fonction politique       | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Médiateur                | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
| Autre fonction           | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser : Only upon authorisation by the Prosecutor General, the prosecutor can be engaged in scholar or teaching activities, to participate in legislation, to be delegated to international, EU or foreign institutions, to participate projects funded by EU, international organisations or foreign countries.

**139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

### 5.3.2 Institution/organe d'éthique

**138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?**

( ) Juges uniquement

( ) Juges et représentants d'autres professions juridiques

( X ) Autre, veuillez préciser : The Judicial Ethics and Discipline Commission

**138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?**

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

☐ [ ] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

**138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des médias sociaux par les procureurs, etc.) ?**

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Commentaires

**138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?**

☐ ( ) Procureurs uniquement

☐ ( ) Procureurs et représentants d'autres professions juridiques

☒ ( X ) Autre, veuillez préciser : The Prosecutors' Ethics Commission consists of 7 members – 4 prosecutors and 3 other professionals (not necessarily legal).

Commentaires

**138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?**

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

☐ [ ] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

**5.4.Procédures disciplinaires**

**5.4.1Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions**



**140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?**

☒ [ X ] Justiciables

☒ [ X ] Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

☒ [ X ] Cour suprême

☒ [ X ] Conseil supérieur de la magistrature

☐ [ ] Tribunal disciplinaire

☐ [ ] Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

☐ [ ] Médiateur (Ombudsman)

☐ [ ] Parlement

☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....

☐ Autre (veuillez préciser) : .....

☐ Ceci n'est pas possible

Commentaires

#### **141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :**

☒ Citoyens

☒ Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

☒ Procureur général/Procureur d'Etat

☐ Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

☐ Tribunal disciplinaire

☐ Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

☐ Médiateur (Ombudsman)

☐ Organisme professionnel

☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....

☐ Autre (veuillez préciser) : .....

☐ Ceci n'est pas possible

Commentaires

#### **142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)**

☐ Tribunal

☐ Cour suprême

☐ Conseil supérieur de la magistrature

☐ Tribunal ou autorité disciplinaire

☐ Médiateur (Ombudsman)

☐ Parlement

☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....

☒ Autre (veuillez préciser) : The Judicial Court of Honour, the Judicial Ethics and Discipline Commission

Commentaires The Judicial Court of Honour, the Judicial Ethics and Discipline Commission

#### **143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)**

☐ Cour Suprême

☐ Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

☒ Procureur général/Procureur d'Etat

☐ Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

☐ Tribunal ou autorité disciplinaire

- ☐ Médiateur (Ombudsman)
- ☐ Organisme professionnel
- ☐ Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- ☐ Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

## 5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

**144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

|                                        | Juges                                                            | Procureurs                                                             |
|----------------------------------------|------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total (1+2+3+4)</b>          | 7<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | 25<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP      |
| <b>1. Faute déontologique</b>          | 2<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | 5<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP       |
| <b>2. Insuffisance professionnelle</b> | 2<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | 17<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP      |
| <b>3. Délit pénal</b>                  | 0<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | 3<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP       |
| <b>4. Autre</b>                        | 3<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : 2 cases where disciplinary proceedings have not been instituted without evidence of disciplinary action, and

1 case when the disciplinary proceedings were terminated without the subject of disciplinary liability (the judge reached seniority and was dismissed).

in two cases a violation (professional inadequacy) was established, but limited to its consideration, no disciplinary proceedings were instituted; two cases (breach of professional ethics) were referred to the Judicial Court of Honor.

**145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :**

|                                    | Juges                                                            | Procureurs                                                        |
|------------------------------------|------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre total (total 1 à 10)</b> | 3<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | 18<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>1. Réprimande</b>               | 1<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | 5<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP  |

|                                                 |                                                                        |                                                                        |
|-------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| 2. Suspension                                   | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 3<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP       |
| 3. Retrait d'une affaire                        | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| 4. Amende                                       | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| 5. Diminution de salaire temporaire             | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| 6. Rétrogradation de poste                      | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | 1<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP       |
| 7. Mutation géographique dans un autre tribunal | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| 8. Démission                                    | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> NA<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| 9. Autre                                        | 1<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP       | 6<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP       |
| 10. Révocation                                  | 1<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP       | 3<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP       |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. other for judges - note as a sanction.  
other for prosecutors - 6 admonition - the least severe disciplinary sanction, which have been pronounced against prosecutors in 2020.

### E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Judicial Court of Honour, The Judicial Ethics and Discipline Commission, Prosecutor General's Office of the Republic of Lithuania

## 6. Avocats

### 6.1. Profession d'avocat

#### 6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

|                  | Total                                | Hommes                               | Femmes                             |
|------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|
| Nombre d'avocats | 2 254<br><input type="checkbox"/> NA | 1 393<br><input type="checkbox"/> NA | 941<br><input type="checkbox"/> NA |

**147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?**

Oui ( )

Non ( X )

Commentaires

**148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :**

[ ]

[ X ] NA

[ ] NAP

Commentaires

=

**149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)**

|                                     | Première instance                                                             | Deuxième instance                                                             | Cour suprême                                                                  |
|-------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Affaires civiles</b>             | ( ) Oui, toujours<br>( ) Oui, pour certaines affaires<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui, toujours<br>( ) Oui, pour certaines affaires<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui, toujours<br>( ) Oui, pour certaines affaires<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Affaires de licenciement</b>     | ( ) Oui, toujours<br>( ) Oui, pour certaines affaires<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui, toujours<br>( ) Oui, pour certaines affaires<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui, toujours<br>( ) Oui, pour certaines affaires<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Affaires pénales - Défendeur</b> | ( X ) Oui, toujours<br>( ) Oui, pour certaines affaires<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( X ) Oui, toujours<br>( ) Oui, pour certaines affaires<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( X ) Oui, toujours<br>( ) Oui, pour certaines affaires<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Affaires pénales - Victime</b>   | ( ) Oui, toujours<br>( ) Oui, pour certaines affaires<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui, toujours<br>( ) Oui, pour certaines affaires<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui, toujours<br>( ) Oui, pour certaines affaires<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Affaires administratives</b>     | ( ) Oui, toujours<br>( ) Oui, pour certaines affaires<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui, toujours<br>( ) Oui, pour certaines affaires<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui, toujours<br>( ) Oui, pour certaines affaires<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats :

**149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :**

|                                       | Première instance    | Seconde instance     | Cour suprême         |
|---------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| <b>Organisme de la société civile</b> | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| <b>Membre de la famille</b>           | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| <b>Personne concernée elle-même</b>   | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| <b>Syndicat</b>                       | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |
| <b>Autres</b>                         | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non | ( X ) Oui<br>( ) Non |

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : A person in court may be represented by assistant of bailiff. Legal entity when it has a legal representative and when special knowledge is required can be also represented by specialists in non-legal fields (auditors, accountants, tax consultants, patent attorneys, etc.).

**149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?**

- [ ] Activité notariale
- [ X ] Arbitrage/médiation
- [ X ] Mandataire
- [ X ] Syndic de copropriété
- [ ] Agent immobilier
- [ X ] Autres (veuillez préciser) : .....

Commentaires Law on the Bar of Republic of Lithuania in Article 4, paragraph 4 established, that an advocate shall also be entitled in accordance with the procedure prescribed by laws to provide services for remuneration as an administrator of bankruptcy, restructuring, property or inheritance, a lobbyist, a liquidator, a curator, an executor of a will, a trustee of property, a translator as far as it is relevant with legal service, a patent trustee, as well as to work in election and referendum commissions of all levels, to be a member of the municipal council, to be appointed as a commission member by the resolution of the Parliament or Government, or by Presidential Decree and participate in working-groups drafting legal projects, act as an arbiter, a mediator, a conciliator or a legal expert in commercial disputes for remuneration. An advocate may be a member of the managing or supervisory body of a legal person. The right to provide services listed in this paragraph shall be acquired by an advocate and the provision of these services shall be controlled in accordance with the procedure laid down in legal acts regulating the provision of these services.

In addition, Law on the Bar of Republic of Lithuania in Article 43, paragraph 1 established, that an advocate entered in the List of Practising Advocates of Lithuania may not participate in reconnaissance activities, be employed, or hold any other paid position, except for work in the Lithuanian Bar Association and research, creative or teaching activities.

**149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?**

- [ X ] Avocat indépendant
- [ X ] Avocat salarié
- [ ] Avocat d'entreprise

**150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :**

- ☒ un barreau national  
☐ un barreau régional  
☐ un barreau local

Commentaires

**151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?**

- ☒ Oui  
☐ Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire: Law on the Bar of Republic of Lithuania in Article 7, paragraph 2 indicates that a person shall be recognized as a lawyer if he or she holds a bachelor's or master's degree in law, or a lawyer's professional qualification degree (one-cycle university education in law). The person must pass the qualification examination for lawyers or the examination for the organization of the activity of lawyers (during which the candidates' readiness to work as a lawyer and knowledge of professional ethics are tested; this examination is intended for persons with statutory work experience).

**152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?**

- ☒ Oui  
☐ Non

Commentaires

**153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?**

- ☐ Oui  
☒ Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : The Lithuanian Bar Association

**6.1.2Exercice de la profession**

**154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?**

- ☐ Oui  
☒ Non

Commentaires



**155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?**

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

**156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?**

☒ Oui, la loi contient des règles

☐ Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

☐ Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

**6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires**

**157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?**

☒ Oui

☐ Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés? Quality criteria is set up under Law on the Bar of Republic of Lithuania and Lithuanian Code of Ethics for Advocates.

**158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :**

☒ le Barreau

☒ le législateur

☒ autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :**

☒ la prestation de l'avocat

☒ le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

**160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?**

☐ Le juge

☐ Le ministère de la Justice

☒ Une instance professionnelle

☐ Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaire

**161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

|                                                                    | Nombre de procédures disciplinaires |
|--------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4) | 60<br>[ ] NA<br>[ ] NAP             |
| 1. Faute déontologique                                             | [ X ] NA<br>[ ] NAP                 |
| 2. Insuffisance professionnelle                                    | [ X ] NA<br>[ ] NAP                 |
| 3. Délit pénal                                                     | [ ] NA<br>[ X ] NAP                 |
| 4. Autre                                                           | [ X ] NA<br>[ ] NAP                 |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : 4 disciplinary proceedings were merged into 2 cases

## 162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

|                                               | Nombre de sanctions     |
|-----------------------------------------------|-------------------------|
| Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5) | 24<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 1. Réprimande                                 | 7<br>[ ] NA<br>[ ] NAP  |
| 2. Suspension                                 | [ ] NA<br>[ X ] NAP     |
| 3. Retrait d'une affaire                      | [ ] NA<br>[ X ] NAP     |
| 4. Amende                                     | [ ] NA<br>[ X ] NAP     |
| 5. Autre                                      | 17<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : In addition, Law on the Bar of Republic of Lithuania in Article 61 establishes that the Court of Honour of Advocates shall hear disciplinary actions against advocates in accordance with the procedure established by the Lithuanian Bar Association. According to the data of Lithuanian Bar Association, in 2020, apart from the sanction mentioned above, there were applied 24 sanctions: 12 – censures; 7 reprimands; 4 – public reprimands; 1 – removal from the List of Advocate's Assistants of Lithuania.

It shall be noted that although there were 60 disciplinary proceedings initiated – 24 above explained sanctions were adopted and in the rest 18 cases the Court of Honour of Advocates decided not to appoint sanctions and in 16 cases – to terminate the disciplinary proceedings.

## 7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement

## des litiges

### 7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

#### 7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

**163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?**

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

**163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?**

☒ Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

☒ Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

☐ Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : From 1 January 2020 legal provisions of the Law on Mediation of the Republic of Lithuania came into force, according to which the parties to the dispute must try to resolve the family dispute through mandatory mediation before going to court. However, an exception from mandatory mediation in family cases is provided for victims of domestic violence – in this case, it is possible to apply to a court to resolve the dispute without following a general obligation to participate in a mandatory mediation procedure.

In certain civil cases, when an amicable resolution of the dispute is likely, mandatory mediation may be ordered by a court.

**163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?**

☐ Oui

☒ Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : Legal regulation does not provide for mandatory informative sessions, but information about mediation shall be provided before mediation or in the first mediation session, and the parties to the dispute may at any time refuse to take part in the mediation process.

**164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?**

|                                  | Médiateur privé                                                                                         | Autorité publique<br>(autre que le juge)                                                                | Juge                                                                                                    | Procureur                                                                                               |
|----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Affaires civiles et commerciales | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |
| Affaires familiales              | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |
| Affaires administratives         | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |

|                                                                        |                                 |                                 |                                 |                                 |
|------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| <b>Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements</b> | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Affaires pénales</b>                                                | ( ) Oui<br>( ) Non<br>[ X ] NAP | ( ) Oui<br>( ) Non<br>[ X ] NAP | ( ) Oui<br>( ) Non<br>[ X ] NAP | ( ) Oui<br>( ) Non<br>[ X ] NAP |
| <b>Affaires liées aux consommateurs</b>                                | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |

Commentaires Judicial mediation in administrative cases has started from the 1st March 2019. Only the judge could mediate disputes in administrative cases till 1st January 2021, when the new wording of the Law on Mediation of the Republic of Lithuania entered into force other type of mediation - out-of-court mediation - has also been established: private mediator can execute mediation for disputes in administrative cases as well; The Law on the Procedure for the Pre-Trial Settlement of Administrative Disputes has also been supplemented, establishing the application of mediation in the pre-trial administrative dispute resolution process: out-of-court mediation in pre-trial stage is carried out in the Lithuanian Administrative Disputes Commission and its territorial subdivisions.

### 165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

( X ) Oui

( ) Non

[ ] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

=

### 166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

|                             | Total                    | Hommes                   | Femmes                   |
|-----------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| <b>Nombre de médiateurs</b> | 552<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 127<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 425<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |

Commentaires In 2020 the list contained 438 mediators not judges (of which 100 males and 338 females), and 114 mediators judges (of which 27 males and 87 females).

The Ministry of Justice of the Republic of Lithuania, implementing the project co-financed by the European Union Structural Funds No. 10.1.4-V-922-01-005 "Development of the Conciliation Mediation System", taking into account the expansion of the Institute of Mediation and the consequent increased need for mediators, initiated the organization of training for mediators, during which a total of 420 persons (320 people were trained in the training of 40 academic hours, 100 people took part in the training of 24 academic hours). This training took place in May – October, 2019. All participants signed a contract for the provision of training services, one of the conditions of which was the obligation to register to take the qualification exam for mediators and to come to take it. Due to the fact that the Training Participants' Agreement did not provide for the obligation to pass the mediators' qualification examination but to come to take it, the Ministry of Justice did not collect information on the proportion of trainees who passed the mediators' qualification examination, but the persons who took part in this training were very active in applying for the qualification examination for mediators. There were also cases when those who did not pass the mediator qualification exam for the first time registered to take the exam again six months later.

October – November in 2020 specialized training for mediators on the topic “Mediation in family disputes in the presence of signs of domestic violence” was organized on the order of the Ministry of Justice. A total of 60 mediators participated in the training. These training were intended to improve the qualification of mediators in disputes where are possible signs of domestic violence, therefore only

mediators registered in the list of mediators of the Republic of Lithuania and having signed agreements with the State Guaranteed Legal Aid Service on the provision of compulsory mediation services could participate in.

It is noteworthy that the organized training, which were free of charge for their participants, increased the number of mediators in both 2019 and 2020. In this context, it would not be appropriate to compare the increase between 2019 and 2020 .

### 167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

|                                                                           | Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation | Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées | Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement |
|---------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|
| <b>Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)</b>                                      | 523<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                             | 390<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                              | 161<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                              |
| <b>1. Affaires civiles et commerciales</b>                                | 248<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                             | 162<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                              | 63<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               |
| <b>2. Affaires familiales</b>                                             | 254<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                             | 214<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                              | 90<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                               |
| <b>3. Affaires administratives</b>                                        | 7<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                               | 5<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                |
| <b>4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements</b> | 14<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                              | 9<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                | 5<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                |
| <b>5. Affaires pénales</b>                                                | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                                                  | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                                   | [ ] NA<br>[ X ] NAP                                   |
| <b>6. Affaires liées aux consommateurs</b>                                | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                               | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                                | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP                                |

Commentaires - Veuillez indiquer la source : Observing the general trend of court proceedings, it can be seen that in 2020, compared to the previous year, the number of family law cases (due to divorce, child support, etc.) decreased significantly: 15,709 cases were examined (18,066 in 2019; 18,564 in 2018). It is believed that it was mandatory mediation (the requirement to initiate mediation proceedings in such cases before applying to the court for the settlement of a family dispute) that allowed to reduce the number of cases in court and court-related mediations.

The decrease in the number of completed mediation proceedings in 2020 compared to the previous year is thought to be due to an overall decrease in the number of court cases received (the number of civil cases heard in district and regional courts (I instance) decreased by 6% in 2020 compared to 2019 and was 13.646% less than in 2018). The reduction in numbers may also have been influenced by the restrictions imposed following the quarantine in the country following the COVID-19 pandemic, the lack of court hearings and judicial mediation proceedings.

=

### 168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

[ X ] la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

[ X ] l'arbitrage

[ X ] la conciliation (si différente de la médiation)

[ X ] d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) : .....

Commentaires It is not regulated specifically by the laws of the Republic of Lithuania, but other ADR methods, such as negotiation, might be applied by the agreement of the parties.

Regarding consumer rights, pursuant to the Law on Consumer Rights Protection of the Republic of Lithuania the following public bodies deal with consumer disputes in the role of ADR entities:

- the Communications Regulatory Authority;
- the Bank of Lithuania (central bank);
- the State Energy Regulatory Council;
- the Bar Association;
- the State Consumer Rights Protection Authority;

Firstly, during the ADR procedure these consumer ADR entities have to try to conciliate parties of the dispute. If a settlement is not reached, a decision on the substance of the dispute is adopted. The decision is binding, unless a party commences proceedings in a court. The exception is applied for the decisions of the Bank of Lithuania which are not binding.

## G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Law on Mediation of the Republic of Lithuania  
Law on Commercial Arbitration of the Republic of Lithuania  
Law on Consumer Rights Protection of the Republic of Lithuania Rules on Judicial Mediation approved by the Ruling of Judicial Council of 30 November 2018 No. 13P-125-(7.1.2)

## 8.Exécution des décisions de justice

### 8.1.Exécution des décisions en matière civile

#### 8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat

#### 169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

|                                                                                             | Total                    | Hommes                  | Femmes                  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Total (1+2+3+4)                                                                             | 114<br>[ ] NA            | 51<br>[ ] NA            | 63<br>[ ] NA            |
| 1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques                              | 114<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 51<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | 63<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| 2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat) | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP     |
| 3. Juges                                                                                    | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP     |
| 4. Autres                                                                                   | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP     | [ ] NA<br>[ X ] NAP     |

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution :

#### 170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples

possibles) ?

☒ [ X ] diplôme

☒ [ X ] expérience professionnelle

☒ [ X ] examen spécifique

☒ [ X ] procédure de nomination par l'Etat

☐ [ ] formation initiale

☒ [ X ] autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser : Citizenship of the Republic of Lithuania, impeccable reputation.

## 171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

☒ ( X ) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : 70

☐ ( ) Non, veuillez indiquer la durée du mandat : .....

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

### 8.1.2 Activités/ domaines de compétences

#### 171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

|                                                                                                         | Accès à l'information                                                             | Accès numérique direct à l'information                                            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| Adresse                                                                                                 | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) Non | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) Non |
| Date de naissance                                                                                       | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) Non | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) Non |
| Etat civil                                                                                              | <input type="checkbox"/> ( ) Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Non | <input type="checkbox"/> ( ) Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Non |
| Cohabitant                                                                                              | <input type="checkbox"/> ( ) Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Non | <input type="checkbox"/> ( ) Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Non |
| Employeur                                                                                               | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) Non | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) Non |
| Véhicule automobile                                                                                     | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) Non | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) Non |
| Biens meubles                                                                                           | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) Non | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) Non |
| Biens immeubles                                                                                         | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) Non | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) Non |
| Compte bancaire                                                                                         | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) Non | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui<br><input type="checkbox"/> ( ) Non |
| Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur                                                 | <input type="checkbox"/> ( ) Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Non | <input type="checkbox"/> ( ) Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Non |
| Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...) | <input type="checkbox"/> ( ) Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Non | <input type="checkbox"/> ( ) Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Non |

|       |                      |                      |
|-------|----------------------|----------------------|
| Autre | ( ) Oui<br>( X ) Non | ( ) Oui<br>( X ) Non |
|-------|----------------------|----------------------|

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser :

## 171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

|                                                                                           | Option                                                                                                                                                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Saisie des biens meubles corporels                                                        | ( ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution<br>( X ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| Saisies conservatoires des biens meubles corporels                                        | ( ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution<br>( X ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| Saisie des immeubles                                                                      | ( ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution<br>( X ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| Saisie conservatoire des immeubles                                                        | ( ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution<br>( X ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent | ( ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution<br>( X ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| Saisies des rémunérations                                                                 | ( ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution<br>( X ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| Saisies des véhicules terrestres à moteur                                                 | ( ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution<br>( X ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution<br>( ) Non<br>[ ] NAP |



|                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Mesures d'expulsion</b>                                      | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution<br><input type="checkbox"/> ( ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution<br><input type="checkbox"/> ( ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP |
| <b>Saisies des bateaux et des navires</b>                       | <input type="checkbox"/> ( ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution<br><input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution<br><input type="checkbox"/> ( ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP |
| <b>Saisie des aéronefs</b>                                      | <input type="checkbox"/> ( ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution<br><input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution<br><input type="checkbox"/> ( ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP |
| <b>Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)</b> | <input type="checkbox"/> ( ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution<br><input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution<br><input type="checkbox"/> ( ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP |
| <b>Vente forcée par adjudication publique des biens saisis</b>  | <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution<br><input type="checkbox"/> ( ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution<br><input type="checkbox"/> ( ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP |
| <b>Vente des parts sociales</b>                                 | <input type="checkbox"/> ( ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution<br><input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution<br><input type="checkbox"/> ( ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP |
| <b>Autres</b>                                                   | <input type="checkbox"/> ( ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution<br><input type="checkbox"/> ( ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution<br><input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Non<br><input type="checkbox"/> [ ] NAP |

Commentaires Seizure of movable tangible properties: in respect of civil cases, the reply is "Yes, exclusively performed by enforcement agents". Conversely, in criminal cases, confiscation of property may be carried out by pre-trial investigation authorities, such as the confiscation of a car. Seizure from a third party of the debtor claims regarding a sum of money - "Yes, but not exclusively performed by enforcement agents": State Tax Inspectorate under the Ministry of Finance of the Republic of Lithuania also has the right to seize funds. Enforced sale by public tender of seized properties: "Yes, exclusively performed by enforcement agent" : it should be noted that in one exceptional case - during bankruptcy - another entity - the bankruptcy administrator may also realize / sell the seized property of the debtor.

### 171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être

## **exercées par les agents d'exécution ?**

- ☒ [ X ] Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- ☒ [ X ] Recouvrement de créances
- ☒ [ X ] Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- ☒ [ X ] Séquestres
- ☒ [ X ] Constats
- ☐ [ ] Service des audiences près les juridictions
- ☒ [ X ] Conseils juridiques
- ☒ [ X ] Procédures de faillites
- ☒ [ X ] Missions confiées par le juge
- ☐ [ ] Représentation des parties devant les juridictions
- ☒ [ X ] Rédaction des actes sous-seings privés
- ☐ [ ] Administrateur d'immeubles
- ☒ [ X ] Autres

Commentaires "Other": transferring and serving written documents to natural and legal persons; mediation in dispute resolution.

"Custody of goods": the bailiff may, in accordance with the procedure established by legal acts, provide property custody (administration) services in the enforcement process.

"Drawing up private deeds and documents": pursuant to Article 589 of the Code of Administrative Offenses, a bailiff has the right to draw up a report on the violations of administrative offenses provided for in Article 507. Also, the bailiff has the right to change the country in the enforcement process.

### **8.1.3 Formation et TIC**

#### **172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?**

- ☒ ( X ) Oui
- ☐ ( ) Non

Commentaires

#### **172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?**

- ☐ ( ) Oui
- ☒ ( X ) Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

#### **172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?**

- ☒ ( X ) Oui
- ☐ ( ) Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : Training is provided for officers as users of Bailiffs' information system and other IT systems.

#### 172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Commentaires

#### 172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Comentaire - Veuillez expliquer : On the 1st of July, 2020, the amendments to the Code of Civil Procedure of the Republic of Lithuania has entered into force. With such amendments the procedural documents issued by judicial officers were largely transferred to the electronic space. Instead of 8-10 procedural documents that were previously sent by registered mail, it is now absolutely sufficient to send only one paper letter. In cases of recovery of debts that are up to 1 000 Eur, the officer sends only one original procedural document, which contains all necessary information for a debtor. For the recovery of other debts, procedural documents are submitted in electronic form only after the successful delivery of any document sent by registered post. At the written request of a party all procedural documents regardless of the nature of the debt can be sent by electronic means.

### 8.1.4 Frais

#### 174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Commentaires

#### 175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?

☐ ( ) Oui

☒ ( X ) Non

Commentaires

#### 175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?

☒ [ X ] Le débiteur

☐ [ ] Le créancier

☐ [ ] Autre – veuillez préciser .....

Commentaires

#### 176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Commentaires

## H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Chamber of Judicial Officers of Lithuania

Law on Judicial Officers of the Republic of Lithuania (<https://e-seimas.lrs.lt/portal/legalAct/lt/TAD/TAIS.167057/asr>)

Code of Civil Procedure of the Republic of Lithuania (<https://e-seimas.lrs.lt/portal/legalAct/lt/TAD/TAIS.162435/asr>)

### 8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services

#### 177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

☒ ( X ) Oui

☐ ( ) Non

Commentaires

#### 178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

☒ [ X ] une instance professionnelle

☒ [ X ] le juge

☒ [ X ] le ministère de la Justice

☐ [ ] le procureur

☐ [ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

#### 181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

☐ ( ) Oui

☒ ( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

#### 182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

☐ ( ) Oui

☒ ( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

#### 183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.

☐ [ ] absence de toute exécution

☐ [ ] non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

☐ [ ] manque d'information

☐ [ ] durée excessive

- ☐ ] pratiques illégales
- ☐ ] supervision insuffisante
- ☒ ] coût excessif
- ☐ ] défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution
- ☐ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :**

|                                   | Existence du système                                                        |
|-----------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|
| pour les affaires civiles         | <input type="checkbox"/> ) Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> ) Non |
| pour les affaires administratives | <input type="checkbox"/> ) Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> ) Non |

Commentaires

**186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)**

- ☐ ) entre 1 et 5 jours
- ☒ ) entre 6 et 10 jours
- ☐ ) entre 11 et 30 jours
- ☐ ) plus (veuillez préciser) : .....
- ☐ ] NA

Commentaires

**187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

|                                                                    | Nombre de procédures disciplinaires initiées                               |
|--------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
| Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4) | 3<br><input type="checkbox"/> ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP       |
| 1. Pour faute déontologique                                        | 3<br><input type="checkbox"/> ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP       |
| 2. Pour insuffisance professionnelle                               | 0<br><input type="checkbox"/> ] NA<br><input type="checkbox"/> ] NAP       |
| 3. Pour délit pénal                                                | <input type="checkbox"/> ] NA<br><input checked="" type="checkbox"/> ] NAP |

|          |                        |
|----------|------------------------|
| 4. Autre | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
|----------|------------------------|

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

## 188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

|                                       | Nombre de sanctions prononcées |
|---------------------------------------|--------------------------------|
| Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5) | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP         |
| 1. Réprimande                         | 0<br>[ ] NA<br>[ ] NAP         |
| 2. Suspension                         | 3<br>[ ] NA<br>[ ] NAP         |
| 3. Retrait d'une affaire              | [ ] NA<br>[ X ] NAP            |
| 4. Amende                             | [ ] NA<br>[ X ] NAP            |
| 5. Autre                              | [ ] NA<br>[ X ] NAP            |

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : In addition it is to note that under Art. 15, par. 1 of Law on Judicial Officers, the possible sanctions are:

- 1) warning;
  - 2) reprimand;
  - 3) the deprivation of the right to provide services referred to in Paragraph 2 of Article 21 of this Law up to six months;
  - 4) the deprivation of the right to perform functions specified in Paragraph 1 of Article 21 of this Law for up to six months.
- From 1 August 2020, there is no sanction "dismissal from judicial officer's office".

## H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Law on Judicial Officers of the Republic of Lithuania (<https://e-seimas.lrs.lt/portal/legalAct/lt/TAD/TAIS.167057/asr>)  
Data of the Chamber of Judicial Officers of Lithuania

## 8.2.Exécution des décisions pénales

### 8.2.1Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

## 189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- [ ] Juge  
[ ] Procureur

[ X ] Services pénitentiaire et de probation

[ X ] Agent d'exécution

[ X ] Autre autorité (veuillez préciser) : Deprivation of the right to engage in a particular job or activity - the probation service and the administration of the person's place of work and, if that person is deprived of the right to engage in a certain activity, the authority issuing the permit for such activity; contributions to the Victims of Crime Fund - to the administrator of the Victims of Crime Fund; application of surrender to a special educational institution for minors - to the administration of a special educational institution.

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). "Other authority": Deprivation of the right to engage in a particular job or activity - the probation service and the administration of the person's place of work and, if that person is deprived of the right to engage in a certain activity, the authority issuing the permit for such activity; contributions to the Victims of Crime Fund - to the administrator of the Victims of Crime Fund; application of surrender to a special educational institution for minors - to the administration of a special educational institution.

## 190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

## 191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

( ) 80-100%

( ) 50-79%

( ) Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

## 9. Notaires

### 9.1. Profession de notaire

#### 9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

## 192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

|                                                                | Total                    | Hommes              | Femmes              |
|----------------------------------------------------------------|--------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>TOTAL (1+2+3+4)</b>                                         | 246<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)</b> | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP |
| <b>2. Officiers publics nommés par l'Etat</b>                  | 246<br>[ ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP | [ X ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)</b>                | [ ] NA<br>[ X ] NAP      | [ ] NA<br>[ X ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP |

|          |                     |                     |                     |
|----------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 4. Autre | [ ] NA<br>[ X ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP | [ ] NA<br>[ X ] NAP |
|----------|---------------------|---------------------|---------------------|

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination. The Ministry of Justice.

## 192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles) ?

- [ X ] diplôme
- [ X ] expérience professionnelle
- [ X ] examen spécifique
- [ X ] procédure de nomination par l'Etat
- [ X ] formation initiale
- [ ] autre (veuillez préciser): .....

Commentaires

## 192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- [ X ] oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70
- [ ] non, veuillez indiquer la durée du mandat : .....

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

### 9.1.2 Activités/ domaines de compétences

## 194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

|                                               | Veuillez sélectionner une option                                                                                                    |
|-----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Authentification</b>                       | ( X ) Oui, exclusivement exercée par les notaires<br>( ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Certification des signatures</b>           | ( ) Oui, exclusivement exercée par les notaires<br>( X ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Légalisation des signatures/ Apostille</b> | ( X ) Oui, exclusivement exercée par les notaires<br>( ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires<br>( ) Non<br>[ ] NAP |



|                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Contrôle de légalité des documents</b>                                                                                                                                                | <input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires<br><input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires<br><input type="checkbox"/> Non<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |
| <b>Médiation</b>                                                                                                                                                                         | <input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires<br><input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Prestation de serments</b>                                                                                                                                                            | <input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires<br><input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)</b> | <input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires<br><input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)</b>                                                                                       | <input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires<br><input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)</b>                                                                                                                      | <input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires<br><input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Enchères publiques</b>                                                                                                                                                                | <input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires<br><input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires<br><input type="checkbox"/> Non<br><input type="checkbox"/> NAP |
| <b>Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)</b>                                                                                                                    | <input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires<br><input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires<br><input type="checkbox"/> Non<br><input checked="" type="checkbox"/> NAP |

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées.

## 194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- ☒ Transaction immobilière
- ☒ Droit de la famille
- ☒ Droit des successions
- ☒ Droit des sociétés
- ☐ Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- ☒ Protection des personnes vulnérables
- ☐ Autres

Commentaires

### 9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

## 194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

- ☒ Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)
- ☒ Dans leurs relations avec leurs clients
- ☐ Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires

## 194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- ☒ Registre foncier
- ☒ Registre du commerce
- ☒ Registre de l'état civil/ de la population
- ☒ Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale
- ☒ Tout autre registre (veuillez préciser) Mortgage registry, Register of Property Seizure, Register of Powers of Attorney.
- ☐ Aucun

Commentaires "Other registry": Mortgage registry, Register of Property Seizure, Register of Powers of Attorney.

## 194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaries ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser :

## 194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

|                  | Modification directe                                                               | Modification indirecte via une demande en ligne                                    |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| Registre foncier | <input type="checkbox"/> Oui<br><input checked="" type="checkbox"/> Non<br>[ ] NAP | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non<br>[ ] NAP |

|                                                                           |                                 |                                 |
|---------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| <b>Registre du commerce</b>                                               | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Registre de l'état civil/ de la population</b>                         | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale</b> | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Tout autre registre (veuillez préciser)</b>                            | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| <b>Aucun</b>                                                              | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |

Commentaires

### 194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

- [ ] Visioconférence (par exemple, conseils numériques)
- [ ] Acte électronique
- [ X ] Identification numérique
- [ ] Archivage numérique
- [ X ] Autre, veuillez préciser Digital registration of notarial deeds.
- [ ] Aucun

Commentaires Digital registration of notarial deeds.

Digital identification through e-Government Gateway.

### 194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

- [ X ] Notariat/ organisme professionnel
- [ ] Autres autorités publiques
- [ X ] Autre entité (veuillez préciser) Center of Registers

Commentaires "Another entity": Center of Registers

### 195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- ( X ) Oui
- ( ) Non

Commentaires

### 196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- [ X ] une instance professionnelle
- [ X ] le tribunal
- [ X ] le ministère de la Justice

- ☐ le procureur
- ☐ autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### 196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires

### 196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

|                                                                         | Oui                                 | Non                      |
|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|
| Droit européen                                                          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers) | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation : Traditional courses, online courses, webinars on the topics of anti-money laundering prevention, family law, succession law, data protection, etc.

## 11. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Chamber of Notaries of Lithuania,  
Law on the Notarial Profession of the Republic of Lithuania  
<https://www.notarurumai.lt/en/doclib/iq1coypawxmes36xpetzb6huyv4pcvuk>  
Statute of the Lithuanian Chamber of Notaries <https://www.notarurumai.lt/en/doclib/qzk3u4mv2ykf23yh2nqaw4ytz6wksu5f>

## 10. Interprètes judiciaires

### 10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

#### 10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

### 197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Commentaires The interpreter shall take an oath before performing his duties at the hearing. The chairperson of the court hearing warns the interpreter about the liability provided for refusing to perform his or her duties without important reasons and for liability under Article 235 of the Criminal Code of the Republic of Lithuania for false or knowingly incorrect translation.

### 198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

- ☒ Oui

( ) Non

Commentaires

## 199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

[ 70 ]

[ ] NA

[ ] NAP

Commentaires This figure shows the number of court interpreters working in courts under contract.

## 200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

## 201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

[ X ] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

[ X ] Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

[ ] Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection .....

Commentaires

## J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice  
National Courts Administration  
Procedural laws

## 11. Experts judiciaires

### 11.1. Profession d'expert judiciaire

#### 11.1.1 Statuts des experts judiciaires



## 202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

[ ] Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité

[ X ] Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

[ ] Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser .....

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée.

## 202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

### **202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :**

[ X ] national

[ ] par circonscription administrative ou état fédéré

[ ] par circonscription judiciaire

[ ] autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) : The list of the forensic experts of the Republic of Lithuania is published by the Ministry of Justice according to the Law on Forensic Science of the Republic of Lithuania and under the procedure established by the Ministry of Justice. Only a person having forensic expert qualification can be entered into the list of forensic experts of the Republic of Lithuania. The qualifications are awarded by the state forensic institutions (after passing examinations on specific forensic knowledge) or other state authorities (for types of forensic examinations that are not covered by state forensic institutions activities). Before being entered into the mentioned list, the person shall take an oath at the Ministry of Justice.

### **202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :**

( X ) Oui sur Internet

( ) Oui

( ) Non

Commentaires

### **202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?**

[ X ] Le Ministère de la Justice

[ ] Les tribunaux

[ ] Un organe administratif

[ ] Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

[ ] Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement : A person is entered into the list of forensic experts of the Republic of Lithuania if he/she has a higher education appropriate to the chosen type of forensic examination, has passed the examinations on forensic expert qualification and methodology of forensic examination and the test of legal knowledge, has an impeccable reputation and is prepared to acquire the qualification of a forensic expert, if there is such a requirement. Before being entered into the mentioned list, the person shall take an oath at the Ministry of Justice.

### **202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?**

( X ) Oui, pour combien de temps 5 years

( ) Non

Commentaires

### **202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ?

## 203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

### 203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

|                    | Obligation de formation                                                 |
|--------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| Formation initiale | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |
| Formation continue | <input checked="" type="checkbox"/> Oui<br><input type="checkbox"/> Non |

Commentaires

### 203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

☒ la procédure judiciaire

☒ le métier de l'expert

☒ autre

Commentaires

## 204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

☒ Oui

☐ Non

Commentaires

### 204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

☒ Oui

☐ Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

## 205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

|                  | Total                                                              | Hommes                                                             | Femmes                                                             |
|------------------|--------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| Nombre d'experts | 403<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | 220<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP | 183<br><input type="checkbox"/> NA<br><input type="checkbox"/> NAP |

Commentaires

### 206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

|                                                       | Nombre d'affaires          |
|-------------------------------------------------------|----------------------------|
| <b>Total (1+2+3+4)</b>                                | 1 937<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>1.Affaires civiles et commerciales litigieuses</b> | 1 679<br>[ ] NA<br>[ ] NAP |
| <b>2.Affaires administratives</b>                     | 10<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    |
| <b>3.Affaires pénales</b>                             | 185<br>[ ] NA<br>[ ] NAP   |
| <b>4.Autre affaires</b>                               | 63<br>[ ] NA<br>[ ] NAP    |

Commentaires Other cases - administrative offence cases.

The figures show the number of cases (in all instances) in which an expert examination was ordered (several examinations may be ordered in one case).

## 205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

|                                                                                                                            | En matière civile/administrative | En matière pénale               |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|
| Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale                                                                    | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP  | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| Défini par le tribunal/juge                                                                                                | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP  | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| Defini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarrif par exemple)                                 | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP  | ( ) Oui<br>( X ) Non<br>[ ] NAP |
| Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public) | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP  | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| Librement négocié entre l'expert et les parties                                                                            | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP  | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |
| Autre                                                                                                                      | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP  | ( X ) Oui<br>( ) Non<br>[ ] NAP |

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

## 206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

|                                              | Oui | Non   |
|----------------------------------------------|-----|-------|
| Délais pour présenter le rapport d'expertise | ( ) | ( X ) |



|                        |       |       |
|------------------------|-------|-------|
| Qualité de l'expertise | ( X ) | ( )   |
| Autre                  | ( )   | ( X ) |

☐ NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent :

## 207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, veuillez préciser :

## 207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

☐ Le processus de sélection

☐ La formation initiale ou continue

☒ Les procédures disciplinaires

☐ NAP

Commentaires

## K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Law on Forensic Science of the Republic of Lithuania  
Ministry of Justice

## 12. Les réformes dans le système judiciaire

### 12.1. Réformes envisagées

#### 12.1.1 Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

### 208-1. Programmes de réforme généraux

☐ Oui (programmé)

☐ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☒ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser :

### 208-2. Budget

- ☐ Oui (programmé)
- ☒ Oui (adopté)
- ☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- ☐ Non
- ☐ NA

Si oui, veuillez préciser : The Judicial Council has become one of the participants of the independent state strategic management system, established on 25 June 2020 in the Law of the Republic of Lithuania on Strategic Management No. XIII- XIII-3096 (entered into force on 1 January 2021). On 25 June 2020, a Law No. XIII-3133 amending Articles No. Nr. I-480 120, 124 and 128 of the Lithuanian Law on Courts, was adopted and established the following functions of the Judicial Council: The Judicial Council considers and approves proposals for court investment projects and proposals for court budget projects, and submits them to the Government; in accordance with its competence it submits proposals to the Government regarding the establishment of strategic goals and progress targets in the National Progress Plan and regarding the inclusion of measures in the national development programs.

### **208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)**

- ☒ Oui (programmé)
- ☒ Oui (adopté)
- ☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- ☐ Non
- ☐ NA

Si oui, veuillez préciser : On 17 March 2020, the Judicial Council applied to the Ministry of Justice by initiating legislative procedures and submitting the draft amending law No. I-2375 to the Law of the Republic of Lithuania on the District Court Establishment and Determination of Areas of Activity of the District Courts offering to abolish some chambers by transferring their activities to the rest of the chambers. The Plan for the Implementation of the Provisions of the Programme of the Eighteenth Government of the Republic of Lithuania was approved by the Government on 10 March 2021. According to this plan, various actions regarding justice system are foreseen for the period of 2021-2024. As regards courts services, it is foreseen to continue and take new legislative actions in order to make court procedures even more effective: to transfer the functions that are not intrinsic to the judiciary to other institutions, to further boost out-of-court dispute resolution (including mediation), to equalize the workload of the courts and to increase the number of judges having specialisation. It is also foreseen to further modernise the work of the courts, in particular: to reinforce the possibility of organising distant court hearings in all procedures; to ensure the possibility to observe public court hearings from distance; to reinforce the access of public society to the case-law; etc.

Please note that this information applies also to other areas indicated in the questions below.

In 2020, a project financed by the European Economic Area Financial Mechanism was launched. Within its framework additional technical security measures will be introduced (expansion of access control systems, video surveillance systems, etc.) in courts during the 2021-2024 period. In 2020 the number of public prosecution offices was reduced by 19 offices (buildings). The prosecutors were relocated to nearest prosecutor's office.

### **208-4. Accès à la justice et aide judiciaire**

- ☐ Oui (programmé)
- ☒ Oui (adopté)
- ☒ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- ☐ Non
- ☐ NA

Si oui, veuillez préciser : From 1 January 2020, criminal cases, which have been transferred to the court in response to requests from prosecutors for the adoption of a criminal order, are conducted in electronic format. It is planned to expand electronic case opportunities for criminal proceedings.

In 2021 the Legal Aid Services Information System (TEISIS) was launched, which covers the provision, monitoring and organization of legal aid and pretrial mediation (new cases of compulsory mediation, paid from the state budget, are offered and distributed to mediators who have signed compulsory mediation agreements with the Office through the mediation subsystem of the information system from 2020 October 1.)

## 208-5. Conseil supérieur de la magistrature

☐ Oui (programmé)

☒ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : The Judicial Council has become one of the participants of the independent state strategic management system, established on 25 June 2020 in the Law of the Republic of Lithuania on Strategic Management No. XIII- XIII-3096 (entered into force on 1 January 2021). On 25 June 2020, a Law No. XIII-3133 amending Articles No. Nr. I-480 120, 124 and 128 of the Lithuanian Law on Courts, was adopted and established the following functions of the Judicial Council: The Judicial Council considers and approves proposals for court investment projects and proposals for court budget projects, and submits them to the Government; in accordance with its competence it submits proposals to the Government regarding the establishment of strategic goals and progress targets in the National Progress Plan and regarding the inclusion of measures in the national development programs. The composition of the Judicial Council has been amended. Effective 1 November 2020, the Judicial Council consists of 17 members (instead of 23). The number of judges elected by the General Assembly of judges was revised: 3 elected from the Supreme Court, 2 (before 3) – from the Court of Appeal and 1 (before 3) from the Supreme Administrative Court, 3 (before 5) from all regional courts, 1 (before 5) from all regional administrative courts and 4 (before 5) from all district courts. The law provides that only judges serving in different regional courts and district courts can now be elected to the Judicial Council.

Seniority requirement for a candidate to the Judicial Council is now reduced: minimum period of service to enter the Judicial Council will be 3 years (before 5). The number of terms of office is also fixed – judges may be elected to the Judicial Council for a maximum of 2 consecutive terms (Article 119 of the Law on Courts).

The Judicial Council is now authorised to decide on the immediate sending of a judge for medical examination in accordance with the Law on Courts (before five years since the last medical examination of the judge have elapsed), if the president of the court or the body carrying out the external supervision of the administrative activities of the court reports a medical problem affecting service of a judge.

## 208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

☒ Oui (programmé)

☒ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : From 1 January 2020, the law established the function of centralized professional development for National Courts Administration not only for judges, but also for civil servants and employees of courts working under the employment contracts. Implementing of remote identification system and of remote notarial authentication in 2021.

## 208-7. Parité hommes/ femmes

☐ Oui (programmé)

☐ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☒ NA

Si oui, veuillez préciser :

## **208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération**

☒ Oui (programmé)

☒ Oui (adopté)

☒ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : It is planned to expand the handling of pre-trial disputes in non-judicial institutions. Amendments to legal acts (Law on Administrative Procedure, Law on Pre-Trial Administrative Disputes, Law on the Civil Service, etc.) propose to expand administrative dispute resolution in independent collegial pre-trial institutions and thus to resolve such disputes more expeditiously, at the same time reducing the workload of Lithuanian specialised courts and allowing them to concentrate on the examination of complicated disputes. From 1 January 2020, criminal cases, which have been transferred to the court in response to requests from prosecutors for the adoption of a criminal order, are conducted in electronic format. It is planned to expand the use of electronic means in criminal proceedings. Amendments to the Code of Criminal Procedure stipulate that pre-trial proceedings or proceedings and the participation of participants, witnesses, experts, specialists, interpreters and other persons involved in court hearings, in exceptional conditions and if technically possible, may be ensured by means of information and electronic means technologies (use video conferencing equipment) (came into force on 1 June 2021). A court order institute within the administrative process has been established. The rule of jurisdiction in civil proceedings has been modified under which an increase in the amount of the claim has been established as a limit from which civil cases are to be assigned to regional courts as courts of first instance.

## **208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques**

☐ Oui (programmé)

☐ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☒ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser :

## **208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges**

☐ Oui (programmé)

☐ Oui (adopté)

☒ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : Amendments to the Law on Mediation that have entered into force from the 1st January 2021 have extended the possibility of applying judicial mediation to administrative disputes as well.

## **208-11. Lutte contre la criminalité**

- ☒ Oui (programmé)
- ☐ Oui (adopté)
- ☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- ☐ Non
- ☐ NA

Si oui, veuillez préciser : In August 2020 the Police Department under the Ministry of the Interior of the Republic of Lithuania provided the Ministry of the Interior with information on the optimization of the police detention network and proposals for police escorting, i.e. y. to transfer to the Public Security Service the function of escorting to the national district courts, which is not performed by the police at the moment. A working group has been set up to consider this issue in order to assess the possibilities of consolidating the convoy function (Order No. 1V-1191 of the Minister of the Interior of 20 November 2020 "On the Establishment of a Working Group").

## 208-12. Système pénitentiaire

- ☐ Oui (programmé)
- ☐ Oui (adopté)
- ☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- ☒ Non
- ☐ NA

Si oui, veuillez préciser :

## 208-13. La justice adaptée aux enfants

- ☐ Oui (programmé)
- ☐ Oui (adopté)
- ☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- ☐ Non
- ☒ NA

Si oui, veuillez préciser :

## 208-14. La violence domestique

- ☒ Oui (programmé)
- ☐ Oui (adopté)
- ☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- ☐ Non
- ☐ NA

Si oui, veuillez préciser : Projects have been developed to improve the provision of assistance to those who have experienced domestic violence;

to strengthen inter-institutional co-operation and inter-institutional co-operation with non-governmental organizations in order to better provide and coordinate assistance to those who have experienced domestic violence at the state and municipal level and to establish a new preventive measure against violence - the Violence Protection Order.

## 208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

- ☒ Oui (programmé)
- ☒ Oui (adopté)
- ☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : Remote litigation because of Covid-19 pandemic.

In 2020 a criminal intelligence telecommunications network has been set up in regional prosecutors' offices and courts, which is also used by police and the Department of Prisons. This network will speed up and increase quality of sanctioning of criminal intelligence activities, as well as coordination, sending and receiving of classified documents.

A zoom license has been acquired for the training of judges and courts staff, and training has been provided remotely since half of 2020.

In 2020, additional number of computers were purchased for courts; juvenile interview equipment was updated / new purchases were made. At the beginning of 2020, regional courts were equipped to work with documents classed as "secret". Also, in 2020, purchases were completed allowing a significant expansion of video conferencing equipment. However, courts are not yet equipped with sufficient technical means. Therefore, the National Courts Administration and the Judicial Council applied to the Government of the Republic of Lithuania and the Ministry of Finance regarding the need for funds to significantly upgrade computer equipment of the court system and other resources relevant to the digitisation of justice in the 2021-2022 period.

## 208-16. Autres

☒ Oui (programmé)

☐ Oui (adopté)

☐ Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

☐ Non

☐ NA

Si oui, veuillez préciser : Plan to establish a public relations competence center for the judiciary in the National Courts Administration (till 30 June 2022).

Implementing of remote identification system and of remote notarial authentication in 2021.